des personnes accueillies habitent en dehors de sa zone d'influence, 15% venant même de banlieue²⁴⁰. La dimension hospitalière des ateliers n'est pas réductible à leur grand nombre : elle se joue au sein de chaque lieu qui en propose et au sein de chaque atelier. L'association *Autremonde* réalise des ateliers dans des foyers de travailleurs migrants, au plus près des nouveaux venus ; les coordinateurs ASL des centres sociaux se montrent attentifs aux motivations, à la capacité de se remettre en cause comme aux pratiques concrètes des bénévoles afin de s'ajuster aux apprenants. L'un d'entre eux a ainsi mis en place des binômes de bénévoles dans chaque atelier tant pour des raisons pratiques (palier aux absences) que pour tester une pédagogie plus attentive aux besoins des apprenants : « Ca permet de réfléchir à deux têtes lors de la préparation ; ça évite l'enfermement dans ses propres pratiques ; ça permet à l'apprenant d'accéder à deux voix, deux phrasés, deux rythmes, ça forme l'oreille ; ça permet de reformuler différemment les choses ; ça permet d'éviter des maladresses, de l'autoritarisme »²⁴¹ (coordinatrice ASL d'un centre social).

Par la diversité des services qu'ils proposent, les centres sociaux constituent des lieux ressources précieuses pour les plus précaires : on y trouve des écrivains publics, des conseillers en économie sociale et familiale, des consultations juridiques, des permanences santé et emploi, des espaces publics numériques, des accompagnements à la scolarité ainsi qu'à la parentalité... Ils constituent pour nombre de migrants, avec l'école et parfois les lieux de culte, des points d'ancrage qui leur assure une forme de stabilité, par-delà la précarité et l'errance. D'origine burkinabé et âgé aujourd'hui de 45 ans, Moustapha a immigré en Italie en 1993. Son épouse le rejoint en 2010 lorsqu'il obtient la nationalité italienne. Au chômage et ne parvenant plus à payer son loyer, il émigre en France avec sa femme et leurs deux jeunes enfants en 2013. Arrivée à Paris sans connaître personne, la famille est orientée vers un foyer de travailleurs migrants de Belleville, par une sénégalaise rencontrée dans le train. Le foyer ne logeant pas de familles, c'est dans une salle paroissiale que Moustapha et les siens seront finalement hébergés durant quatre mois avant d'être relogés dans un hôtel de Bobigny : « Je suis arrivé, ils m'ont accueilli à Belleville. Je n'ai rien à Bobigny à part le certificat de l'hôtel là. (...) Chaque jour, il faut que Belleville nous voit: il n'y a pas un jour où on n'est pas à

²⁴⁰ Statistiques portant sur l'année civile 2015 réalisées par C. Lafaye.

²⁴¹ Entretien réalisé par C. Lafaye.

Belleville. Moi, je vais le matin de 9h jusqu'à 11h pour mon cours d'écriture. (...) Souvent on va ensemble [avec mon épouse], on dépose les enfants et moi je fais mes courses administratives. (...) A Belleville, les gens sont gentils. Nous, quand on est venu, on ne connaissait personne, mais on nous a accueillis comme ça. Même en Italie, je suis resté longtemps là-bas, j'ai pas vu ça. ». Les propos de Moustapha évoquent l'inconditionnalité de l'accueil et son indexation sur le quartier (« je suis arrivé, ils m'ont accueilli à Belleville ») ainsi que la différence constatée avec le lieu où il réside actuellement (« Je n'ai rien à Bobigny ») et celui d'où il vient (« Même en Italie, je suis resté longtemps là-bas, j'ai pas vu ça. »). Si les qualités des personnes sont évoquées (la gentillesse), ce sont aussi des institutions qui permettent à cette famille de se constituer un nouveau port d'attache. Le centre social Archipelia et l'école bellevilloise où est resté scolarisé l'aîné des enfants constituent des points d'ancrage précieux pour la famille. Au sein du centre social, Moustapha suit un atelier de recherche d'emploi qu'il décrit comme ajusté à ses besoins : « Et puis, ils accompagnent les gens qui cherchent du travail, ils te donnent des conseils, ils te préparent, ils te forment quoi. (...) Quand tu arrives [face à un recruteur], tu es déjà prêt quoi. »). Ce centre social dispose également d'une halte-garderie qui accueille le plus jeune des enfants, ce qui autorise son épouse à participer trois jours par semaine à des ateliers sociolinguistiques ainsi qu'à un groupe de paroles féminin qui lui permet de rompre l'isolement lié à son statut de femme au foyer et de s'émanciper des contraintes parentales. Pour Moustapha, non seulement le quartier l'a accueilli, hébergé un temps, mais il offre la possibilité à lui et à sa famille de se projeter dans l'avenir.

III.3. Saint-Denis, une ville impliquée auprès des plus précaires sans réels lieux institutionnels dédiés

De par son histoire ancrée dans le communisme municipal, la ville de Saint-Denis dispose de ressources sociales qui bénéficient de fait aux personnes les plus en difficultés : centres de santé municipaux, maison de la justice et du droit, tarifs adaptés à la cantine, important centre d'action sociale, maison des parents, etc. Cette implication se retrouve aussi dans le discours des élus pour la défense des populations en difficultés : prise de position sur la situation des personnes en bidonvilles, des mal-logés,

des sans-papiers, référendum local pour le vote des étrangers... Mais contrairement à Belleville et Ivry-sur-Seine, Saint-Denis apparaît beaucoup moins comme un lieu de ressources institutionnelles pour les migrants et/ou les précaires. Les ménages immigrés rencontrés dans le cadre de l'enquête du quartier gare n'ont d'ailleurs pas spécifié de lieux ressources propres à Saint-Denis si ce n'est l'école du quartier où une mère suivait des cours de français le soir. Deux personnes rencontrées sont suivies socialement à Paris (association Afrique Partenaire et SPIP). Par ailleurs, le rapport de l'enquête sociale préalable au PNRQAD menée sur des immeubles touchés par le programme, notait que ces ménages enquêtés à Saint-Denis sont souvent éloignés ou en rupture avec les services sociaux. Alors que soixante ménages (sur les soixante-dix-neuf enquêtés du quartier gare²⁴²) auraient besoin d'un accompagnement social, seuls dix d'entre eux étaient effectivement suivis.

Enfin, le quartier du grand centre-ville reste néanmoins marqué par l'absence d'une maison de quartier. Un projet coopératif vient d'émerger – la coopérative Point Carré – et a fait l'objet d'échanges entre habitants situés au cœur du quartier, autour de la rue Gabriel Péri. Néanmoins, il est presque inconnu des habitants du secteur basilique, polarisés par l'association *La maison jaune*, et encore plus des habitants des secteurs Delaune et Gare. Par contre, la mission citoyenneté de la ville constitue un atout indéniable pour les habitants de la ville sans-papiers.

Encadré 26 : La mission citoyenneté de Saint Denis

Cette mission est née de la volonté des élus et du député-maire en 2002, en raison des multiples sollicitations et besoins en termes d'accès au séjour et à la nationalité française reçus à l'époque par ces élus. Le député-maire s'était beaucoup investi sur cette question à l'Assemblée nationale et avait souhaité créer cette mission. Rattachée à l'état civil, elle a pour vocation de renseigner les habitants de la ville sur le droit des étrangers et mène aussi une action avec les différents services de la ville afin d'être un pôle ressource sur ce droit. Les besoins sont nombreux : en 2014, le directeur de cabinet estime le nombre de sans-papiers à environ 7000 selon les chiffres des bénéficiaires de

²⁴² L'enquête a porté concernant le périmètre de la gare de Saint-Denis sur treize immeubles devant bénéficier d'aide à la réhabilitation ou devant être acquis par la puissance publique, soit 79 ménages composés de 119 adultes et 63 enfants.

l'aide médicale d'État à Saint-Denis²⁴³. L'obtention de papiers étant un prérequis pour améliorer la situation de ces habitants (logement, santé, etc.), les élus considèrent que la régularisation des familles et des travailleurs sans-papiers est une question d'intérêt général. Néanmoins, la chargée de mission en charge de la mission citoyenneté est seule et n'est pas en mesure de répondre à l'intégralité des demandes individuelles des habitants et renvoie donc une partie de celles-ci sur la maison de la justice et du droit, sur Info migrants et sur les écrivains publics pour la partie administrative des dossiers... En 2013, 412 personnes ont au moins été recues une fois par la mission citoyenneté.

III.4. Ivry-sur-Seine, diversité et solidarité comme étendards municipaux

Outre les services offerts à la population notamment migrante à Ivry-sur-Seine, sur laquelle nous reviendrons, cette municipalité se caractérise par une tradition d'accueil continue – même si elle a subi quelques entorses historiques – et manifestée de surcroît par une forte visibilité institutionnelle tant sur le plan évènementiel que discursif.

Encadré 27 : Mise en scène de la fête sur le site internet de la ville (extraits)²⁴⁴ Ivry notre monde !

Jalon dans l'année ivryenne, la plus grande fête de notre ville, les 11 et 12 juin, est un vaste espace à l'air libre où s'exprime pleinement la fraternité qui forge notre identité. Au menu : le parc Maurice Thorez transformé en village des enfants, une centaine de stands associatifs, des concerts... avec deux têtes d'affiche Magic System et Top 50, un spectacle interactif avec les Négresses vertes, Zouk Machine ou Sabine Paturel.

DÉMOCRATIE LOCALE

²⁴³ Entretien avec le directeur de cabinet du maire, octobre 2014 (terrain de thèse Mathilde Costil). 244 http://ivrymaville.ivry94.fr/9097-8237/fiche/ivry-notre-monde.htm



© Mairie d'Ivry sur Seine - Alex Bonnemaison

Joyeusement populaire, Ivry en fête accueille chaque mois de juin près de quinze mille personnes entre ses nombreux stands et ses ribambelles de gamins non moins animés.

Placé cette année sous le thème « Ivry notre monde », l'événement met en avant les réseaux de solidarités tissés par nos citoyens pour imaginer un autre monde qui ne laisserait personne sur le bas-côté. Ainsi, pas moins de cent quarante associations ivryennes (et de nombreux services municipaux) nourrissent les idées autant qu'elles agitent les palais lors de ce week-end aussi festif que combatif. Avec, comme point d'orgue, l'hommage rendu à l'Ivryen, Sahraoui et militant pour la paix, Naâma Asfari, emprisonné au Maroc depuis 2010 (lire page 13) et nommé citoyen d'honneur de notre ville le 19 mai dernier.

« C'est la continuité de notre engagement pour l'autodétermination d'un peuple, résume Séverine Peter, adjointe aux relations internationales. Ivry a toujours su développer de la solidarité, c'est la richesse de cette fête : elle est multiculturelle, colorée, métissée, elle dégage une énergie particulière qui enthousiasme les gens. » (...)

Daniel Paris-Clavel

Intitulée « Ivry notre monde », la fête d'Ivry-sur-Seine a perdu sa politisation marqué par une prédominance visible du PCF jusqu'aux années 80^{245} , mais maintient par cet événement de deux jours qui occupe une grande partie du centre-ville une double filiation : celle d'une ville « populaire » et « solidaire »²⁴⁶. L'accueil des migrants et la fraternité sont véhiculés comme des messages positifs, témoin d'une capacité de

245 Films documentaires Vivre à Ivry, Ciné Archives et Ville d'Ivry, 2017

²⁴⁶ Cette analyse doit aussi à la participation au Comité de quartier par A. Deboulet et A. Nessa ainsi qu'à la participation à la préparation de la fête d'Ivry port par cette dernière (en 2016).

résistance dont on lit en filigrane qu'elle ferait toute la différence avec une majorité de collectivités locales indifférentes voire hostiles aux migrants. L'accueil et la fraternité sont resitués dans le cadre de l'engagement municipal et de celui des Ivryens en faveur de la lutte anticolonialiste (citée dans les discours municipaux, attestée par les nombreux échanges avec le Sahara occidental et la Palestine) tandis que Cuba reste célébrée comme un pays frère via l'association Ivry-Cuba : « *Alors oui, les Ivryennes et les* Ivryens sont des gens formidables (...) aussi quand il s'agit d'être aux côtés des peuples opprimés, victimes de l'occupation colonialiste, que ce soit au Sahara occidental ou en Palestine. D'ailleurs, notre ville vient de faire citoyen d'honneur Naâma Asfari, qui a été condamné à 30 ans de prison par les tribunaux militaires marocains, pour avoir revendiqué le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Liberté pour Naâma Asfari et tous les prisonniers politiques [applaudissements]. Formidables, les Ivryennes et les Ivryens quand il s'agit de se mobiliser contre la guerre, de se rassembler dans les solidarités avec les réfugiés et tous les migrants victimes des conflits et de la misère ». Les maîtres mots de cet accueil sont résumés par l'avant-dernier discours du maire d'Ivry, P. Bouyssou, présentant cette fête à ses concitoyens le 12 juin 2016 : « Une ville pour tous, accueillante, plurielle, solidaire et combattive. Une ville où ensemble, tous ensemble, par les luttes, par la fête et le rassemblement, nous construirons l'avenir »²⁴⁷.

_

²⁴⁷ Discours du maire d'Ivry sur la scène dressée devant l'hôtel de ville, à 16h45, avant le traditionnel grand concert gratuit offert aux Ivryens. Retranscription : Alvand Sanjabi.

Carte 41 : Activités associatives 2014-2015. Le secteur 2 correspond à Ivry Port



Ainsi, les stands sont divisés en quatre parties, d'inégale importance. Les plus nombreux représentent les associations de migrants de la ville et du département qui se déploient pour environ la moitié d'entre eux autour d'une activité de solidarité nord-sud avec tel ou tel village de Madagascar, du Mali, de Haïti, du Rwanda, du Cambodge... Ces associations sont regroupées pour la plupart sur un vaste espace de parking libéré de voitures et jouxtant la mairie. Une petite scène aménagée voit chaque mois de juin se succéder des groupes de danse folklorique du Portugal – avec l'association Alegres dos Nortes qui tient un stand aussi important que celui des chauffeurs originaires du Portugal ou d'Inde du Sud. Les portugais sont le dernier groupe migrant ancien (antérieur aux années 70) qui affiche et revendique encore une présence singulière.

Photographie 17: Fête d'Ivry, « Ivry ville monde », Juin 2017





Photographies: A. Deboulet

Sur une des allées situées le long de la mairie se déploient les stands politiques (PC, EELV, NPA, LO, mais aussi des associations telles que Attac) sans que l'on ait pu noter dans les années récentes de présence de partis de droite. Deux autres allées en face à face, devant l'ancienne caserne des pompiers, le long de la rue Raspail sont agencées et d'une alternance des deux incluent des autour types associations environnementalistes: les jardins partagés qui ont été nombreux à voir le jour ces dernières années, le collectif 3R mobilisé localement contre le projet de maintien de l'usine d'incinération, le Collectif de soutien aux Roumains d'Ivry, le CIVCR (Collectif Ivryen de Vigilance Contre le Racisme et pour l'aide aux sans-papiers), la Ligue de droits de l'homme. Pour finir, la rue P. Gosnat, entre le cinéma le Luxy et le carrefour de la mairie est fermée aux voitures et draine des milliers de passants, consommateurs attablés autour de consommations alimentaires (merguez, frites, bière) tandis que les barbecues tournent à plein régime et que les enfants s'arrachent les ballons gonflables.

Photographie 18: Fête d'Ivry Port





Photos: A. Deboulet, le 28.05.2016

La fête d'Ivry-port témoigne également de cet engagement aux côtés des migrants. Quoique plus modeste par sa taille, elle reprend le même principe de stands tenus par des associations locales qui, dans leur grande majorité, sont des associations se revendiquant de la migration et combinent une mise en visibilité des savoir-faire cosmopolites avec des activités de vente d'objets artisanaux et/ou d'aliments souvent d'ailleurs confectionnés sur place. Lors de la fête de 2016, une partie des 22 associations ou collectifs présents donnaient à voir des engagements non liés aux migrations, un stand de l'association Appuii, un stand de l'association Pétrolette (pour la mise en œuvre d'un habitat coopératif), un stand de Solidarités Nouvelles pour le Logement qui

construit ou réhabilite des logements passerelles pour des ménages en grande précarité et deux dévolus à l'enfance avec un projet de création de crèche parentale, toutes plutôt tenus par des résidents non migrants et plutôt de catégories sociales à fort capital scolaire. On trouvait également deux stands plus liés à la politique électorale locale (Convergences Citoyennes Ivryennes et le PC). A l'extérieur de l'espace clôturé dédié à cet événement, des stands de brocante ou de biffe tenus par des ménages d'origine immigrée (le plus fréquenté, El Nour, vend des merguez, frites et récolte des cotisations pour la construction d'une mosquée sur le terrain adjacent). Egalement très présente, l'association les Bergers en scène promeut la culture théâtrale pour tous les enfants et jeunes qui en sont éloignés.

Comme le notait J-Y Kim, des ménages Roms situés le plus à l'extrémité de cette longue rangée et quelques autres, dont cet homme bangladeshis résidant à Saint-Denis, qui visiblement s'installaient sans payer le droit afférent aux m2 occupés pour la journée. A la fin de celle-ci, une scène est occupée par des représentations de danse et de performances réalisées par les associations culturelles et sportives du quartier.

IV. Diversité et mutations du militantisme de l'hospitalité

Au-delà de l'inégale présence de lieux institutionnels offrant un appui aux populations précaires et aux migrants, les différents quartiers étudiés ont en commun de disposer, comme le montre bien les fêtes municipales ivryennes, d'un tissu militant qui vient compléter le réseau institutionnel. S'il a pris historiquement la forme d'associations loi 1901, ce tissu militant s'incarne davantage aujourd'hui, dans plusieurs des quartiers étudiés, dans la figure de groupes locaux ou de collectifs de soutien. Certains d'entre eux revendiquent ouvertement de se situer tout ou partiellement dans l'illégalisme afin d'assumer des missions de solidarité dont ils estiment que les pouvoirs publics (nationaux et locaux) ne s'acquittent pas suffisamment ou d'une façon satisfaisante. Ils sont principalement orientés dans deux directions qui ne se recoupent que partiellement : le logement et ses carences (pénurie, coût, indignité, expulsions ou menaces d'éviction...) et l'accueil et l'insertion des migrants.

Le cas des Centres sociaux autogérés doit être particulièrement évoqué car leur création et leur importance témoigne de la mise en réseaux de militants (qui se connaissent) pour qui l'action revendicative passe par la présence sur le territoire en soutien aux mallogés et en position d'accueil de personnes précaires voire et sans papiers. Autour d'eux se tisse un réseau de soutien qui se manifeste aussi lorsque des risques d'expulsion surviennent (Bouillon, 2009).

IV.1. Belleville : par delà son renouvellement, un tissu militant attentif à son environnement

La densité des lieux de soutien institutionnel s'accompagne à Belleville d'un tissu militant actif qui s'est en partie reconfiguré au fil du temps. La Bellevilleuse, association de quartier créée en 1989, a mené jusqu'en 2008 un combat contre un projet de rénovation urbaine et a obtenu le relogement sur place des habitants les plus précaires en articulant interpellation politique et médiatique, conduite d'actions en justice et mobilisation d'expertise (Fayman, 2011). Parallèlement à ce répertoire d'action, qui est assez proche d'Un Centre-Ville Pour Tous à Marseille (Deboulet, 2009), les militants de La Bellevilleuse, en grande partie membres des classes sociales intellectuelles installées à Belleville, ont également mené une activité continue de soutien aux habitants du quartier confrontés aux menaces d'éviction émanant tant des pouvoirs publics que des propriétaires indélicats, mais aussi au mal logement, à la précarité et aux problèmes de santé qui s'y greffent. Les permanences tenues initialement en vue de grossir le nombre des adhérents sont rapidement devenues, au vu de la vulnérabilité des habitants du quartier, des espaces de conseils et d'aide matérielle associant des compétences pointues en droit du logement et les savoir-faire de l'écrivain public : rédaction de courriers aux propriétaires abusifs pour réaliser des travaux d'urgence, obtenir un bail absent ou des quittances de loyer manquantes, préparation de recours auprès du tribunal ou confection de dossiers à l'intention des avocats des ménages, constitution dossiers d'aide juridictionnelle, demandes d'APL, médiation avec les administrations... (Cefaï et Lafaye, 2001). L'attention portée à autrui, à l'occasion de l'exposé d'une situation de mal logement, a conduit La Bellevilleuse à prendre en charge d'autres problématiques : santé, scolarité des enfants, relations salariales, autonomie des femmes, situation administrative des migrants dépourvus de titres de séjour... L'appui apporté à ces occasions, s'il a contribué à instaurer une relation indéfectible de confiance entre La Bellevilleuse et les résidents précaires du quartier, s'est principalement inscrit dans le registre du droit à la ville pour tous (Fayman, 2011), fondé sur un travail de restauration des droits bafoués intégrant dans un même ensemble propriétaires occupants et locataires précaires.

Au cours de la dernière décennie ont émergé de nouveaux collectifs militants plus souples qui inaugurent de nouvelles manières de se montrer accueillants, hospitaliers et inclusifs. Participent de ce renouvellement, les comités locaux du Réseau éducation sans frontière (RESF) qui émergent à Belleville en 2005 et se répandent dans les établissements scolaires de l'Est parisien. A la faveur de l'expulsion ou de la menace d'expulsion d'un jeune majeur ou d'un parent d'élèves en situation irrégulière sur le territoire français, une solidarité de proximité et un soutien concret se mettent en place et les migrants sont accompagnés jusqu'à l'obtention de leur régularisation par des parents d'élèves ou des voisins caractérisés, à Paris, par leur faible expérience politique et militante. Par leur action, les personnes impliquées dans les comités locaux du RESF signifient aux Sans-papiers, mais aussi publiquement, que ces derniers sont membres de la communauté de voisinage (Cf. supra, chapitre 7, encadré « Les collectifs locaux RESF à Belleville).

S'ils partagent avec les membres du RESF le fait d'être diplômés, les activistes de la Cantine des Pyrénées s'en démarquent par le fait de s'inscrire politiquement dans le « milieu autonome » et libertaire. A l'instar des militants du Dilengo à Ivry-sur-Seine et de l'Attieké à Saint-Denis-République (Cf. infra), ils investissent, dès janvier 2013, un immeuble désaffecté de la rue des Pyrénées antérieurement occupé par un caférestaurant, avec l'objectif de s'ouvrir à des personnes éloignées de leur culture politique (Robineau, 2016). Pour ce faire, des repas à prix libre sont confectionnés avec des denrées alimentaires invendues ou récupérées et un hébergement est proposé à ceux qui n'ont plus de toit. Durant deux ans, ce squat autogéré s'apparente à un centre social improvisé ouvert aux habitants du quartier, nombreux à le fréquenter « aussi bien [pour] bénéficier des activités que participer à leur mise en place » (Robineau, 2016, p. 56) : s'y développent une entraide autour des démarches sociales à entreprendre

lorsqu'on est en situation de précarité, des cours de français, une permanence juridique à destination des migrants et un ciné-club. La Cantine et en son sein la cuisine favorisent, à travers des interactions et des échanges qui réunissent activistes, précaires et habitants du quartier autour d'une activité aussi ordinaire que préparer les repas, une forme originale de soutien qui s'opère d'autant plus efficacement que ce dernier n'en est pas la finalité recherchée. Expulsée un petit matin d'août 2014, la Cantine a reconstitué ses activités dans un cadre légal, non loin de son emplacement initial, au début de l'année 2016, en bénéficiant d'un loyer associatif.

Constitué à l'automne 2013 à l'initiative de deux retraités, Marcel et Gérard, membres de l'UNRPA²⁴⁸, le collectif Padamoq associe des participants déjà engagés à titre bénévole ou militant dans des activités de soutien de proximité (garage numérique, personnes âgées démunies, ateliers sociolinguistiques, conseil de quartier Belleville, activistes de la Cantine), des participants qui manifestent un « concernement » pour le quartier sans y militer et, de manière plus originale, des participants en situation de vulnérabilité. Du côté de ces derniers, on trouve des personnes au chômage ou venant d'être licenciées, des personnes présentant des fragilités psychologiques et deux résidents du foyer de travailleurs migrants dont un est alcoolique et sans-papier. Ce collectif, qui rassemble entre vingt et trente personnes, se réunit régulièrement durant deux ans sans aucune contrainte institutionnelle pour échanger sur la rue des Amandiers et ses entours, sur les projets à mener en vue d'en prendre soin, de prévenir ou de désamorcer des tensions, de soutenir les résidents les plus fragiles, bref de faire en sorte que chacun s'y sente mieux. Le collectif fonctionne selon une dynamique horizontale d'attention réciproque qui conduit à valoriser ceux qui sont en situation de vulnérabilité tout en autorisant des formes de prise en charge inattendues. Ainsi, le jour où un militant alternatif disjoncte et, dans une logorrhée accusatrice, reproche à Marcel de le museler, les militants aguerris restent sans voix, gênés, et c'est Ibou, le sans-papier alcoolique, qui prend la situation en charge : « Octavio, tu te comportes comme un gamin. Ce n'est pas le jour aujourd'hui. On va sortir tous les deux de la salle et tu vas me raconter ce qui ne va pas »249.

248 Union Nationale des Retraités et Personnes Agées dont le siège est situé dans le quartier des Amandiers.

²⁴⁹ Observation C. Lafaye.

L'un des projets initiés par Padamoq a consisté à intégrer au collectif un groupe de migrants sénégalais récents, en situation de grande précarité administrative, économique et résidentielle, hébergés au sein du foyer voisin. Chaque dimanche soir, les rencontres s'ouvrent autour du partage d'un plat sénégalais et se poursuivent pas des échanges destinés à hiérarchiser les besoins, la nature des soutiens appropriés et à répartir les tâches concrètes. Aboubacar est l'un de ces migrants. Arrivé en France depuis quelques mois, il apprécie l'appui moral et matériel de ces rencontres : « vous savez depuis que je fréquente l'association, je me sens moins stressé. Je commence à comprendre beaucoup de choses. Le fait de rencontrer des gens qui t'écoutent, qui te donnent des conseils, c'est très important pour nous qui venons d'arriver. Idir va s'occuper de mon aide médicale... Tout ça me donne l'envie de me battre pour m'en sortir. ». Il en va de même pour Doukouré, en France depuis plus d'un an : « ce qu'ils font avec nous, c'est très bien. Ils ont trouvé une domiciliation pour moi. Je commence à avoir confiance parce que j'ai des gens qui m'écoutent. Idir est en train de m'aider à remplir mon papier pour les impôts. C'est pourquoi, moi, je suis toujours là. Même si pour le moment, j'ai pas de boulot, je sais qu'avec leurs conseils et les CV qu'on fait, je vais trouver un jour. ». Bien qu'éloigné des associations spécialisées dans le soutien aux personnes en situation de précarité, Padamog contribue, à travers la constitution d'un collectif de quartier, à la restauration de la dignité et des capacités des migrants mises à mal par les périls encourus lors du voyage migratoire ou malmenées par les difficultés rencontrées depuis l'arrivée en France.

Par-delà les motifs ayant présidé à leur création, leur plus ou moins longue inscription temporelle, leur inégale formalisation, les groupes qui constituent le tissu militant bellevillois ont en commun, en dehors de toute professionnalisation de la relation de face-à-face et loin de toute tentation philanthropique, d'exercer des formes de soutien qui s'ancrent dans le caractère vivant d'une communauté de proximité ouverte et solidaire (Lafaye, 2017).

IV.2. Saint-Denis : vers un affranchissement de la porosité historique entre militants et élus locaux.

La ville de Saint-Denis se caractérise par une forte proportion d'associations et de militants impliqués dans le soutien aux populations précaires, dans la continuité des luttes syndicales très fortes sur ce territoire. Ainsi, des grandes figures du syndicalisme ouvrier, aujourd'hui retraitées, sont investies dans diverses associations et collectifs de soutien aux populations en précarité. Les champs de mobilisation les plus investis concernent la lutte pour les populations immigrées et les sans-papiers (coordination 93 des sans-papiers, FASTI, coordination des Foyers de travailleurs migrants, MRAP, cercle de silence, etc.), et celle pour le logement (Solidarité Logement, DAL, réseau de soutien aux populations vivant en bidonvilles, etc.).

Les militants dionysiens sont souvent impliqués dans plusieurs réseaux de soutien et une grande partie d'entre eux sont aussi des militants politiques proches ou encartés dans des partis politiques et des syndicats (PCF, NPA, LO, CGT, Solidaires et CNT principalement) ou appartiennent à la gauche chrétienne. Les prêtres de la Basilique ont ainsi écrit une lettre personnelle au Préfet en 2014 s'interrogeant sur le traitement des populations Roms et des expulsés de deux immeubles du centre-ville²⁵⁰. L'un des anciens attachés parlementaires de Patrick Braouezec (de 1996 à 2004) s'est par la suite investi dans la Coordination 93 des sans-papiers et en a été président jusqu'à ce qu'il devienne directeur de cabinet du maire en 2010. Cet exemple est typique de la porosité des liens entre les élus en place et les militants ; elle permet ainsi d'exercer une pression parfois importante sur ces élus lors de mobilisation, que ce soit pour des parrainages de sanspapier ou plus prosaïquement pour débloquer des situations complexes (par exemple via des appels téléphoniques au 115). Saskia Cousin note ainsi la position complexe de la municipalité face à un campement de ménages devant la mairie suite à une évacuation. En effet, « les soutiens trop appuyés peuvent être dangereux face aux récriminations des opposants ou des électeurs qui se plaignent que l'on s'occupe trop des sans-papiers et des sans logements, pas assez de ceux qui se sentent délaissés. De l'autre côté, à Saint-

²⁵⁰ Entretien de Robert Phalip, prêtre à Saint-Denis, juin 2014, réalisé par Mathilde Costil.

Denis, les communistes ont une opposition à leur gauche, fortement mobilisée pour la cause des sans-papiers » (Cousin, 2007b).

Les luttes pour le logement engendrent des mobilisations régulières lors d'évacuations ou d'expulsions d'immeubles insalubres (dans le centre-ville), de logements sociaux ou de bidonvilles, et sont souvent portées sur l'espace public, avec des occupations de lieux ou d'espace public. Elles sont menées notamment par le réseau local Solidarité Logement et le DAL, souvent rejoint par des réseaux structurés autour des écoles quand des enfants à la rue sont scolarisés sur le quartier. Depuis 2011, de nouveaux militants se sont mobilisés dans les luttes du logement : nouveaux arrivants sur la ville, ils n'ont pas de liens avec les réseaux politiques et portent un discours très critique face aux réseaux de soutien déjà en place. Si ces dissensions peuvent provoquer des contradictions difficiles à comprendre pour les personnes en situation de précarité, l'arrivée de nouveaux militants a permis un renouvellement des interrogations sur les politiques municipales concernant les logements insalubres. Par ailleurs, ces nouveaux arrivants ont permis l'ouverture d'un squat et d'un centre social autogéré ce qui a permis de diversifier le type de soutiens pour les populations en situation précaire.

Encadré 28 : L'Attiéké, le centre social autogéré du centre de Saint-Denis Estelle Gourvennec

Le centre social Attiéké a été ouvert à Saint-Denis en octobre 2013, au 31 boulevard Marcel Sembat, suite aux expulsions des squats d'habitats collectifs du 50 et 103 de la rue Gabriel Péri. Depuis plus d'une dizaine d'années, ces deux immeubles, au cœur du centre-ville, étaient occupés par une cinquantaine d'hommes seuls en grande majorité originaires d'Afrique de l'ouest et pour beaucoup sans papiers. Quelques familles résidaient également dans les lieux, disposant d'une pièce à vivre séparée quand les autres s'entassaient dans des pièces de vie collective. Ces squats d'habitation, si ils offraient peu de confort du fait de la vétusté des lieux, constituaient toutefois pour leurs résidents un point de chute riche d'un fort réseau d'entre-aide dans une trajectoire migratoire difficile.

Ciblés dans le projet de rénovation du centre, les deux immeubles ont fait l'objet d'un arrêté de mise en péril en février 2013, conduisant à l'expulsion des résidents quatre

mois plus tard. Soutenus par des militants engagés dans l'aide aux populations précaires et en grande partie issus des mouvements libertaires de la Coordination des Groupes Anarchistes (CGA), les habitants se sont constitués en collectif. Ils ont entamé des négociations et multiplié les actions en vue d'obtenir un relogement pour tous; mais malgré les mobilisations et les occupations de l'espace public par l'installation de campements, plusieurs dizaines de personnes se sont retrouvés à la rue sans solution d'hébergement. L'ouverture de l'Attiéké, par le collectif de mal-logés avec l'appui de militants, est alors venue répondre à un besoin imminent de logements d'urgence et apporter des solutions concrètes à des habitants peu au fait de leur droit, éloignés des sphères institutionnelles et aux prises directes avec des marchands de sommeil.

Les anciens locaux de la Caisse primaire d'assurance maladie ont ainsi été reconvertis en un lieu d'hébergement et en un centre social autogéré. La façade a été animée de banderoles aux slogans engagés et le hall d'entrée repeint, rendant le lieu identifiable aux habitants et manifestant son ouverture à tous. En rez-de-chaussée du bâtiment, un espace de vie ouvert sur le quartier a accueilli différentes activités d'entre-aide et de soutien mais également des repas partagés et autres moments de convivialité. Dans les étages, les anciens bureaux ont été restructurés, par un jeu de cloisons, pour permettre la création d'espaces privatifs pour les résidents. Une cuisine collective ainsi que des sanitaires sont venus compléter les installations pour rendre le rendre le lieu habitable. Ces aménagements et adaptations du bâti attestent de nombreuses habilités techniques des occupants propres à l'établissement.

Animé par les militants et ses occupants, l'Attiéké s'est revendiqué, dès ses débuts, comme un espace politique et d'entre-aide proposant accompagnement social, investissement dans les mobilisations pour le mal logement et hébergement de sanspapiers. Sur les trois ans d'occupation, une trentaine de personnes sans domicile ont été hébergés dans ce bâtiment « auto-réhabilité ». Les assemblées générales organisées chaque semaine sont alors des temps d'échanges, parfois de décalages, entre des militants porteurs de revendications politiques et des occupants précaires contraints de leurs conditions du fait d'un non-accès à des droits essentiels. Aussi derrière la dimension politique de l'occupation, une vie quotidienne s'organise faisant progressivement de l'Attiéké un réel lieu de vie. Parallèlement, le centre social est reconnu à l'échelle du quartier comme un lieu d'activités et de ressources venant palier

au manque de structure institutionnelle de soutien aux personnes précaires. Des permanences d'aide sociale sur l'accès au logement, sur la constitution de dossier administratif ou encore de demandes de titre de séjour, sont organisées. Des cours d'apprentissage de la langue française ont été ouverts aux habitants du quartier et un centre de loisirs accueillait les enfants pendant les vacances scolaires. Après de nombreux combats juridiques, le lieu a été expulsé en août 2017. Les « organisateurs-militants » de l'Attiéké poursuivent leurs activités d'entre-aide et d'animation de moments de convivialité dans différents espaces publics du centre ville de Saint-Denis, à défaut d'avoir pu obtenir un local par la ville.

IV.4. Ivry-Port: renouvellement et émancipation du communisme municipal

D'une certaine façon, Ivry-sur-Seine comme Saint-Denis et Belleville peut figurer comme ville refuge de migrants précaires et plus encore de sans-papiers. La part de migrants recensés est cependant plus faible à Ivry qu'à Saint-Denis avec un écart de 7% de migrants déclarés en moins²⁵¹. Ivry se caractérise sans doute par une plus large palette migratoire que Saint-Denis. Si Kim (1976) montre bien la dominance des pays d'Afrique parmi les listes des personnes passées par l'association CICVR, on note aussi une part non négligeable de ressortissants de pays de l'Est et d'Asie du sud. Les chinois sont également nombreux à Ivry en raison de l'extension de l'aire d'influence du 13ème arrondissement.

La ville d'Ivry, comme celle de Saint-Denis et certains arrondissement de l'Est parisien, a mis en place un service de parrainage depuis la fin des années 1990 et plusieurs organismes travaillent aux côtés des sans-papiers en bénéficiant d'un soutien ou de formes de tolérance de la part de la municipalité qui renouvelle le communisme municipal caractéristique de la banlieue rouge parisienne. A Ivry comme à Saint-Denis, les militants qui suivent les migrants en difficulté ainsi que les populations Roms sont pour partie des personnes engagées de longue date dans les mobilisations de solidarité

²⁵¹ La sous-déclaration est estimée à environ 10% en Seine Saint-Denis et inconnue dans le Val de Marne.

internationale; ils se revendiquent d'une continuité historique du soutien militant aux républicains espagnols durant la guerre civile, nombreux à être accueillis dans ces deux villes, comme d'une filiation à la résistance²⁵².

On mettra l'accent dans un premier temps sur les formes prises par le renouvellement du communisme municipal avant d'évoquer des engagements militants plus radicaux qui s'en émancipent.

IV.4.1. Le renouvellement du communisme municipal et ses ambiguïtés

Le Collectif Ivryen de Vigilance Contre Racisme et pour l'aide aux sans-papiers (CIVCR), créé en 1992 a été analysé par Kim (2016) comme un cas d'école de renouvellement du communisme municipal à travers la participation citoyenne. Les liens avec certaines associations liées à l'Eglise sont également forts, notamment avec la Conférence Saint-Vincent-de-Paul. Parmi les atouts fréquemment cités par les interviewés, l'accès à la maison du droit à proximité du commissariat, ainsi qu'à des postes informatiques et à un accès internet dans les locaux transitoires de la Maison de la citoyenneté, renouvelés aujourd'hui par l'inauguration de ses nouveaux locaux, en 2016, à Ivry-port.

«Nous, quand on habite à Ivry, on est citoyen d'Ivry, quelle que soit la nationalité » Extrait d'entretien avec M. Steiner, bénévole du CIVCR (27.04.2015)²⁵³

(...) il y avait un foyer de migrants maliens à Ivry, qui savait pas toujours à qui s'adresser, et qui avaient des difficultés, etc. Donc un certain nombre de personnes se sont regroupées. À Ivry, c'est une initiative originale parce que dans certaines villes, parfois c'est les associations qui le font. La Ligue des droits de l'homme etc. À Ivry, c'était un regroupement des personnalités... dans lequel il y a aussi des associations. Mais en gros, des personnalités liées à l'église catholique et des militants communistes, qui se sont regroupés ensemble pour créer ce collectif. Voilà et qui fonctionne depuis sans interruption. Qui a commencé par un parrainage de migrants adultes, qui s'est passé dans la salle Robespierre avec le soutien de la mairie. Ça a été le premier parrainage. Et depuis, on a continué, après il y a eu des parrainages des enfants [...]. Depuis, deux fois par semaine, on accueille des migrants qui vivent à Ivry, ou un peu aux alentours, pour les écouter et parler de leur situation, et voir si on peut éventuellement engager des démarches pour leur régularisation. Sans ça pour les aider à constituer leur dossier, etc. C'est une des activités du collectif, l'autre est d'être attentif à toutes les questions de

²⁵² Missak Manouchian, leader des FTP MOI est enterré au cimetière d'Ivry et un hommage lui est rendu chaque année ainsi qu'à ses frères d'armes.

²⁵³ Entretien réalisé par Ji Young Kim (2016) : mémoire de master dirigé par A. Deboulet.

racisme et de discriminations envers les migrants, et notre collectif se réunit tous les mois pour faire le point de cette situation, une fois par mois... et puis, on fait aussi des initiatives publiques pour sensibiliser la population aux problèmes des migrations.

On édite deux trois fois par an un journal qui s'appelle « Ivryens du monde » pour montrer que la caractéristique d'Ivry, c'est d'avoir des citoyens qui viennent du monde entier. Nous, quand on habite à Ivry, on est citoyen d'Ivry, quelle que soit la nationalité.

Et on travaille en relation avec la municipalité qui elle-même a répondu à certaines de nos demandes, par exemple, la municipalité a créé une délégation à la lutte contre toutes les discriminations et qui s'occupe aussi du droit des étrangers, et elle a créé une permanence d'avocats sur les droits des étrangers. C'est-à-dire [...] il y a maintenant deux avocates qui reçoivent des gens et qui nous conseillent sur les droits des étrangers.

Dans un entretien avec une Assistance sociale qui travaille dans un foyer, celle-ci indique que contrairement à toutes les villes où elle a travaillé, les résidents, par le truchement de certaines associations ont des liens forts avec la mairie: « Oui. J'ai bossé à Ivry, à Vincennes... j'ai bossé à Rosny sous-bois, j'ai travaillé à Montreuil, donc... [...] Je me rends compte qu'il y a des liens particuliers avec la mairie. C'est-à-dire, ils appuient toujours les résidents, ils les comprennent, voilà. C'est important... (...) Les représentants de la mairie, les élus, les nouveaux élus, ils sont venus ici, pour rencontrer les résidents, pour discuter avec eux. [...] J'ai jamais vu ça, moi dans les autres villes. Et mes collègues dans tous les départements, ils font pas ça. Les élus d'Ivry, ils les accompagnent aussi. C'est une association qui est très proche de la mairie, le président de cette association a été élu, donc qui fait partie des adjoints au maire. [...] Je suis en relation avec ce monsieur-là, donc cette association-là [...]. 254

La Maison de la citoyenneté Jean-Jacques Rousseau accueille le public depuis un an. La jeune femme chargée de sa direction, issue d'une famille proche du pouvoir politique local est l'ancienne responsable de l'animation du comité de quartier d'Ivry Port. Outre les ateliers parents-enfants, le centre a mis en place des ateliers sociolinguistiques et développe une offre d'espace public internet, d'accompagnement à la scolarité; il s'emploie à traiter les questions brûlantes rencontrées dans le quartier telle que l'aide à l'accès aux droits des résidents étrangers et droits au logement. Notre interlocutrice dépeint son public (Ivry-Port centre), rue Jean Jacques Rousseau, comme résidant au cœur des îlots d'habitat ancien composés de familles dont souvent la femme ne travaille

²⁵⁴ Entretien réalisé par Ji Young Kim dans le cadre de son mémoire de Master 2

pas, l'homme étant en activité généralement dans des emplois précaires. Elle décrit une population fragilisée par l'absence d'un titre de séjour ou leur caractère récent et l'impossibilité de sortir de situations cumulées de mal-logement et d'emploi instables. Si de son point de vue la vie de quartier est agréable car « familiale, pleine d'enfants », deux difficultés émergent. L'une est liée au caractère diffus et isolé des initiatives associatives, visible à la maison de la Citoyenneté, juste de l'autre côté de la rue, où l'on vient consommer des activités; l'autre serait associé à ce qui est analysé par notre interlocutrice comme un retrait de la vie publique notamment des femmes, lié à leur emménagement récent et à leurs trajectoires diversifiées : « Là par exemple on participe à l'inauguration, donc cela nous permet aussi de faire de nouvelles inscriptions, de rencontrer des familles... Donc je pense que cela va se faire petit à petit... Après c'est plus difficile, parce qu'il y a moins de bouche à oreille, parce que les gens se connaissent moins les uns avec les autres. Ce sont des gens qui viennent d'un peu partout, donc il y a une identité dans cette partie du quartier qui est hyper dure à construire, je pense qu'elle se construira un jour, mais aujourd'hui, comparé à la vie qu'il peut y avoir dans cette partie-là du quartier, qui est lié aussi aux écoles hein, mais... Il y a des liens existants, des solidarités fortes quand même qui existent entre les gens, des habitants qui sont là depuis longtemps, qui se connaissent entre familles, etc, etc. Et c'est vrai que de l'autre côté c'est quelque chose qu'il faut construire et qui demande quand même en tous cas d'avoir de, des moyens... Et bien parce que c'est un peu plus loin, parce que, parce qu'il n'y a pas forcément de lieux, parce que ce n'est pas de la proximité, on va dire : « évidente ». Enfin voilà, après c'est un des enjeux (Entretien avec la directrice de la nouvelle maison de la citoyenneté)²⁵⁵.

La crise actuelle du logement liée à la pénurie de logements sociaux et à l'inaccessibilité du logement privé coïncide avec la reprise de l'édification de bidonvilles en France et en particulier sur les délaissés urbains des anciennes communes industrielles. Selon le maire d'Ivry-sur-Seine, on dénombre à Ivry 28 campements/occupations informelles²⁵⁶ dont une dizaine de bidonvilles de population Roms²⁵⁷ exprimant le souhait de rester à Ivry. Cette municipalité manifeste une volonté d'accueil et une tolérance au regard des installations (souci de faire respecter le droit commun) qui ont créé les conditions de réponses locales autour d'un accompagnement de ces populations.

_

²⁵⁵ Entretien réalisé par Agnès Deboulet et retranscrit par Julie Peruch

²⁵⁶ discours de Philippe Bouyssou 05/06/16

²⁵⁷ Source : février 2016, Collectif de soutien des Roms d'Ivry

Le suivi des mobilisations et des accompagnements apportés aux populations des bidonvilles ivryens donne lecture de différents types d'hospitalité à la fois portées par des structures associatives locales et nationales et portés par l'institution au travers les services de la ville d'Ivry. Elles se déclinent alors entre des services d'accès au droit commun et des services plus spécifiquement dédiés aux populations Roms. Ces différentes aides se complètent, parfois se substituent les unes aux autres, mais viennent dans l'ensemble constituer un réseau dans lequel les populations précaires peuvent y trouver un large panel de ressources.

Sur Ivry, le tissu associatif s'adapte aux problématiques locales et propose des actions spécifiques aux populations des campements. On retrouve des associations nationales telles que le collectif RomEurope94 travaillant en collaboration avec le collectif de soutien des Roumains d'Ivry, une association locale créée pour venir en aide aux habitants du bidonville Trouillot. D'autres associations nationales, telles que Emmaüs Solidarité, les restos du cœur ou encore Médecins du monde, viennent en soutien et accompagnent sans condition l'ensemble des habitants ivryens en situation de précarité. Ces structures assurent l'accès au droit commun notamment sur le suivi médical, le logement, l'insertion professionnelle, la scolarisation ou encore l'apprentissage de la langue française. La diversité des espaces d'accueil et d'aides fait ainsi d'Ivry une ville où les conditions sociales et urbaines facilitent l'installation.

Encadré 29 : La gestion des campements à Ivry : le bidonville Truillot Estelle Gourvennec

Lieu de refuge, le Bidonville Truillot s'est constitué en 2011 suite à l'incendie d'un premier campement sur le territoire d'Ivry. Hébergé d'abord par la ville dans un gymnase, les familles sans solution de logements pérennes se sont installées sur le terrain jouxtant la cité Gagarine située rue Truillot. Progressivement, les tentes ont laissé place à des petites baraques et ce sont plus de 320 personnes dont 270 adultes et 50 enfants qui se sont établies.

Cet établissement a constitué sous de multiples aspects un temps d'apprentissage et de socialisation pour les familles. La construction d'abri et l'aménagement d'un espace les ont ancrées sur le territoire et leur permis d'accéder à des ressources en dépit de la dureté de leurs premières conditions d'installation. L'accompagnement par les associations locales a notamment joué un rôle clé dans l'accès à ces ressources dès leur installation sur le terrain. Suite à l'incendie de leur premier camp et face à la situation de grande précarité des familles, le *Collectif de soutien aux Romains d'Ivry* s'est constitué, les aidant ainsi dans leurs installations (condition d'hygiène du site, etc.), mais également dans leur accès au droit commun (scolarisation, domiciliation, accès à l'eau, etc.)

Les premières procédures judiciaires en vue de l'expulsion sont engagées par l'AP-HP, propriétaire du terrain, en mars 2013. Début 2014, un arrêté d'évacuation exécutoire est rendu par le tribunal administratif. Le collectif de soutien se mobilise et envoie un premier courrier au préfet demandant un report de l'expulsion. Cette dernière est alors différée afin de trouver des solutions de relogement tandis qu'un dispositif d'accompagnement social des familles est mis en place. La ville d'Ivry, le conseil général, l'AP-HP et l'Etat travaillent en étroite relation à la recherche de solutions d'hébergement pour les familles du camp.

Début 2015 cependant, l'AP-HP demande l'intervention des forces publiques en vue de l'exécution du jugement. La ville accepte la décision sous réserve de la réalisation d'un diagnostic social et d'une programmation de l'intervention durant l'été de telle sorte que les enfants puissent aller au terme de l'année scolaire.

Les mobilisations et actions du tissu associatif local, notamment le collectif de Roumains d'Ivry, se multiplient. En mai 2015, une délégation en Préfecture, avec le collectif de soutien, certains habitants du camp et la municipalité est organisée. Elle s'accompagne d'une mobilisation/manifestation devant la Préfecture avec l'ensemble des militants associatifs et des familles afin qu'il n'y ait pas d'expulsion sans relogement. Le préfet s'engage alors à ce que l'expulsion ne se fasse pas avant la fin de l'année scolaire pour ne pas perturber les enfants scolarisés. Fin mai, le maire organise une conférence de presse dans le campement pour interpeler sur l'urgence de la situation.

Début juin, le collectif de soutien et RomEurope 94 avec l'appui de la municipalité organise une fête solidaire autour des familles du camp Truillot. Plus de 100 personnes, riverains et militants associatifs, sont présents autour de divers spectacles et prises de paroles. L'objectif est de sensibiliser les Ivryens aux conditions de vie de ces familles et sur l'expulsion à venir qui les fragilisera davantage. Le campement Truillot est expulsé le 7 juillet au matin par les forces de l'ordre. Le collectif de soutien aux Roumains d'Ivry

ainsi que divers militants associatifs sont présents. Le maire et certains élus municipaux sont également sur place pour apporter leur soutien et exprimer leur désolation face à la situation. Les baraques sont alors démolies par les bulldozers.

Le tissu associatif ivryen tient fortement à l'engagement de militants ivryens historiques comme au « laisser-faire » des services de la ville. Le collectif de soutien des Roumains d'Ivry en est d'ailleurs un exemple représentatif. L'analyse de sa composition (militants historiques, employés communaux, ancien élus, membre du PCF, etc.), de son fonctionnement et de ses actions montre son étroite relation avec la mairie ainsi qu'un fort engagement du nouveau prêtre de l'église Sainte Croix d'Ivry Port. Le côtoiement de la mairie par une partie des militants lors de divers évènements publics, n'empêche pas la formulation d'une forte charge critique « de proximité ». Ce fut notamment le cas à l'été 2016 avec des remarques réitérées des militants sur l'absence des élus durant l'été alors que le relogement était loin d'être assuré pour tous, laissant les militants en première ligne aussi bien pour assurer le transport des familles jusqu'à leur hôtel souvent fort éloigné, que pour pourvoir des couches aux enfants, la nourriture pour tous ceux et celles restés à la rue, en l'occurrence dans le square face à la mairie. Nous avons pu noter que les militants avaient réalisé un recensement exhaustif des relogements et des besoins restants, prenant en compte l'ensemble des demandes, ignorées par les institutions, de relogement collégial des familles élargies ou des clans. Les militants usaient aussi d'une compétence d'intermédiation clairement exprimée, lié à une connaissance fine des rouages éclatés de la gestion du relogement.

L'année 2016 a été marquée par l'organisation d'une journée, le 5 juin, à la maison de la citoyenneté organisé par le collectif de soutien des Roumains d'Ivry pour revenir sur l'expulsion du camp Truillot et sur les limites de l'accompagnement des familles. Les dizaines de familles non relogées du camp Truillot étaient présentes. Cela a été l'occasion de revenir sur l'expulsion par la projection de films et d'ouvrir un temps d'échange et de témoignages en présence du maire. Si les familles ont ainsi exprimé une volonté forte de rester à Ivry, elles ont manifesté un sentiment d'injustice quant au processus de sélection des ménages et de vives tensions sont apparues autour de la procédure de relogement. Ces tensions sont présentes depuis l'expulsion et relèvent de deux ordres de réalité : d'une part, la cacophonie entre les différents services de l'Etat et

et, d'autre part, la limite des associations à pallier aux situations d'urgence dans lesquelles se trouvent les familles non relogées.

L'idée d'Ivry comme « ville d'accueil » est régulièrement mise en avant dans le discours politique. On retrouve en effet dans les communications institutionnelles un discours d'ouverture et la promotion d'une politique d'accueil, permise par des projets d'insertion. Les services de la ville affichent un fort engagement sur le suivi des campements et des situations de mal logement. Des dispositifs de relogement sont développés tels que le réaménagement de l'ancienne gendarmerie en lieu d'habitation ou encore la réalisation d'un « village de l'espoir » composé de dix maisons. Récemment, la ville d'Ivry a également accueilli sur son territoire un centre d'hébergement d'urgence géré par Emmaüs Solidarité et pouvant accueillir environ quatre cents personnes.

Toutefois ce glissement vers une politique attentive à la mixité et à la diversité (Albecker, 2009; Demoulin, Alsaint, Bacqué et alii, 2016), engagé depuis les années 1980, s'observe dans un contexte plus vaste où sur la question des bidonvilles l'inaction publique reste largement la règle : les « villages d'insertion » sont des exceptions à considérer avec certaines précautions (Aguilera, 2017). « Ivry a déjà beaucoup fait... » est également le discours mis en avant par le maire d'Ivry, qui n'est pas sans rappeler les prises de position anciennes des élus en faveur d'une répartition équilibrée de la population immigrée dans les communes à l'instar de ce qui a déjà été observé à Gennevilliers (Masclet, 2003). Lors de la journée du 5 juin 2016 à la maison de la citoyenneté, le maire insiste « sur le maintien d'un équilibre social à l'échelle de la ville » et sur la nécessité de l'investissement des autres villes d'Ile-de-France. Depuis 2012, le maire d'Ivry interpelle l'Etat sur la mise en place d'une conférence régionale sur l'accueil des populations Roms mais aussi sur les personnes en grande précarité. Plus largement, les communes de la première couronne parisienne impactées par les bidonvilles, notamment Saint-Denis, demandent l'implication des autres villes et de l'Etat pour l'accueil de ces ménages.

IV.4.2. Un nouveau militantisme de l'hospitalité?

Au-delà de lieux d'accueil et de modalités de soutien marqués par un communisme municipal à la fois actif, renouvelé et non dénué d'ambigüité, Ivry rejoint Saint-Denis et

la cantine des Pyrénées à Belleville par la présence d'un cercle de militants engagés dans la fabrication de lieux de vie non ordinaires, des occupations précaires ou des squats de bâtiments désaffectés qui font office et sont désignés comme des centres sociaux autogérés. Jusqu'en 2016, Ivry comptait deux centres sociaux autogérés dont un situé à Ivry-Port (le Dilengo) et un autre hors du centre-ville (le Massicot); un troisième a vu le jour depuis l'été 2017 en bordure du périphérique. Ces lieux ont ceci de particulier qu'ils articulent des activités militantes (films, concerts, débats) destinés à la sphère libertaire mais ouvrent leurs portes à des activités de soutien au long cours aux populations précaires dans un objectif d'*empowerment*. Il peut s'agir d'hébergement de familles, celles dont les bailleurs sociaux ne veulent pas comme d'activités émancipatoires et professionnalisantes. Le Dilengo a ainsi créé une cantine réalisée par des migrants Roumains et Roms, qui a développé une activité de traiteur solidaire. Au-delà des centres sociaux autogérés, c'est un vaste réseau associatif et militant qui organise le soutien aux populations des bidonvilles ivryens.

Le Dilengo accueille en son sein l'association RACED (Réseau action culturelle éducation droit). Cette association propose un accompagnement à des individus et des familles en situation de précarité dans l'accès à leurs différents droits. Ce squat militant s'est également fortement engagé auprès des habitants des campements Roms Ivryens. Ces différents collectifs et associations apportent ainsi des appuis logistiques, mènent des actions directes (domiciliation, aide matérielle, etc.) et participent à la médiatisation de situations intolérables par l'organisation de manifestations et d'interpellations des institutions. Ces structures locales composées d'Ivryens jouent un rôle majeur dans l'accompagnement des Roms ivryens et se substituent parfois aux actions dont on se serait attendu qu'elles soient portées par la municipalité.

Conclusion

Les quartiers populaires cosmopolites, dès lors qu'ils présentent certaines aménités, qu'ils sont dotés de lieux ressources suffisamment nombreux et diversifiés et d'un tissu de soutien dense, auxquels contribuent le plus souvent certains résidents issus du processus de gentrification, et dès lors que ce dernier ne prend pas un tour inexorable, s'avèrent relativement hospitaliers pour les personnes en situation de précarité et tout particulièrement pour les migrants. Si le logement bon marché tend à s'y faire plus rare,

bien que de manière inégale selon les quartiers, leur accessibilité, la présence de centres sociaux et autres points d'accès au droit, de commerces ethniques et plus encore bon marchés en font des lieux de centralité à la fois populaire et immigrée qui aimantent les primo-arrivants. Mais ces quartiers ne seraient pas ce qu'ils sont sans le dense tissu associatif de soutien aux populations précaires et aux migrants que l'on y trouve. Saint-Denis et Ivry, communes de la banlieue rouge parisienne, demeurent marquées par la porosité des engagements militants politiques et associatifs caractéristiques du communisme municipal. Celui-ci demeure bien vivant à Ivry où il prend des formes renouvelées, même si comme c'est le cas à Saint-Denis, on y observe un militantisme de l'hospitalité plus radical et critique. A Marseille et Belleville qui ne relèvent pas de la tradition du communisme municipal, la présence d'ONG nationales se combine avec un militantisme local diversifié.

Les témoignages recueillis à Belleville et Ivry, mais aussi à Saint Denis et Marseille montrent que les populations précaires et parmi elles les migrants récents y trouvent, non seulement du soutien, mais aussi leurs marques : ils y viennent, y trouvent parfois un abri, plus souvent un appui. Confrontés à l'instabilité de l'hébergement, ils sont parfois contraints de s'en éloigner, mais ils n'en partent pas pour autant durablement : ils y reviennent régulièrement, parfois s'y réinstallent et souvent n'envisagent plus d'en partir.

Conclusion générale

Ce travail a porté sur les recompositions sociales et urbaines dans les villes et quartiers « ordinaires » touchés par des dynamiques de métropolisation. Longtemps préservés des pressions spéculatives, les quartiers populaires du centre-ville de Marseille mais surtout les périphéries de première couronne en Ile-de-France sont aujourd'hui soumis à une augmentation continue des prix fonciers et immobiliers liés à leur attractivité croissante. Ils sont également ciblés par les établissements publics territoriaux pour devenir des lieux d'accueil d'une population « choisie », et en particulier des classes moyennes et classes moyennes supérieures, de plus en plus privées d'accès aux portions de ville valorisées, ce qui est très visible à Paris.

Fortes de ce constat, les analyses actuelles des quartiers et villes populaires ont souvent privilégié une entrée par la gentrification et la mise à distance symbolique, pratique et normative, voire le contrôle des classes populaires (Chabrol et al., 2016 ; Clerval, 2013 ; Collet, 2015; Gintrac et Giroud, 2014). Dans cette étude, nous avons choisi de mettre l'accent sur les conditions de maintien, malgré tout, des formes de la ville populaire et de l'accueil. En effet, s'il est clair que la gentrification a définitivement conquis certains quartiers très populaires parisiens (le quartier Blanche/Montmartre par exemple), ce travail atteste de ce que d'autres entités, telles que Belleville, ne se sont pas uniformément embourgeoisées, et ce portrait contrasté vaut aussi pour Marseille. De la même façon, si la reconquête urbaine par des municipalités de droite de Levallois-Perret ou d'autres villes des Hauts-de-Seine a accompagné une mutation sociologique substantielle d'une partie de la banlieue parisienne, cette recherche montre que d'autres communes résistent à cette transformation programmée. Les configurations sociopolitiques locales et en particulier les innovations sociales mises en place depuis les années 1920 par les municipalités communistes (Saint-Denis et Ivry sur nos terrains) contribuent largement à ces résistances, même si par ailleurs les municipalités et coalitions d'acteurs institutionnels adoptent aussi un tournant aménageur pro-mixité sociale. Des constats faits dans d'autres municipalités populaires, voire auto-déclarées

comme pauvres, telles que Aubervilliers, montrent qu'il n'y a pas eu de gentrification en raison du fort turn-over parmi les nouvelles populations installées dans les constructions récentes très nombreuses (environ un millier par an dont 60% en accession à la propriété). A Ivry-sur-seine comme à Saint-Denis, la programmation de logements sociaux comme la politique de prix maîtrisés « freine cette dynamique de spéculation (...) et (...) une dynamique de gentrification. Est-ce que l'on l'empêche, cela c'est sûr que non. Est-ce qu'on l'accèlère, moi je ne crois pas. Parce que si l'on ne faisait pas le projet urbain nous, ce sont d'autres (citant la pression des loyers à Paris, les gens chassés de la capitale et la métropole du grand Paris) qui le feraient... » 258. Mais entre d'un côté ces nouveaux arrivants quui ne peuvent plus se loger à Paris et sont « accueillis » dans ces communes de proche périphérie et de l'autre cette politique de réduction de l'habitat dégradé, les marges de manœuvre pour le maintien de la ville populaire et du quartier tremplin sont étroites, d'autant que ces deux villes constatent une paupérisation des ménages les plus défavorisés. Il existe également d'autres catégories sociales qui font ces quartiers populaires, petits propriétaires d'appartements ou de pavillons qui constituent le socle d'une appartenance sociale intermédiaire et dont il faudrait regarder plus précisément ce qui advient de leur ancrage local dans des quartiers où souffle un esprit de renouveau attendu et/ou redouté.

Le cas marseillais peut s'analyser différemment en ce que les pouvoirs locaux se confrontent plus frontalement aux catégories populaires, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de ce rapport. Les politiques publiques tendent à encourager des politiques de revalorisation d'un centre ville populaire, plus qu'à améliorer les conditions d'habitabilité de logements pour les populations modestes, comme en témoignent la faiblesse du logement social en centre ville, ou la disparition programmée des hôtels meublés. L'embourgeoisement du centre-ville progresse par secteurs, et par touches, produisant une hétérogénéisation du peuplement et des pratiques citadines, ce qui est aussi générateur de tensions et de formes de micro-fragmentation (voir le Domaine ventre, chapitre 3). Mais les quartiers du centre ville restent majoritairement populaires en raison de nombreux freins explorés dans cette recherche. Le déficit d'aménités considérées comme de qualité et la question épineuse des écoles et de la

²⁵⁸ Source : exposé de résultats d'analyse par l'Observatoire de la vie locale, octobre 2017.

carte scolaire peuvent constituer un élément modérateur des pressions à la gentrification. L'inconfort des logements réhabilités constitue également, à Marseille, un élément important de désenchantement dans les quartiers où se sont déployés des périmètres de restauration immobilière.

Les quartiers que nous avons investigués, malgré les pressions de divers ordres, se caractérisent par le maintien de classes populaires. Les formes classiques de domination qui se déploient habituellement dans l'espace urbain (Althabe, Légé et Sélim, 1984) s'y articulent à des cohabitations ou encore, comme à Saint-Denis, à une forte diffraction sociale. Dans cette ville de plus de 100.000 habitants, les classes populaires restent en centre-ville, alors que les classes moyennes se dirigent vers La Plaine (comme l'ont montré Demoulin et al., 2016). A Belleville, ainsi que le souligne Claudette Lafaye dans ce rapport, les fractions intellectuelles des classes moyennes, notamment exogènes, ont contribué à limiter une gentrification inexorable. A Ivry, plus encore qu'à Saint-Denis, les effets de diffraction sociale provoquées par ces mutations programmées mais aussi par l'attractivité grandissante de ces communes sont considérables. Ainsi dans les deux communes les co-locations et logements étudiants, comme le nombre de logements de moins de deux pièces ont beaucoup augmenté, de même que la part de salariés précaires qui a doublé. Mais ce nombre englobe pour partie une population jeune et très diplômée et pour une autre part une population avec de faibles ressources scolaires qui s'est paupérisée et pour qui ces communes jouent encore le rôle de tremplin. Contretendance sans doute, la population de cadres s'est considérablement accrue, en particulier à Ivry-sur-seine, même si elle ne parvient pas à renverser le caractère encore globalement populaire de ces communes avec des secteurs davantage moyen/mélangés pour reprendre l'expression de E.Preteceille et M.Oberti, et des inégalités sociales partiellement tempérées par la distribution spatiale des ressources urbaines (Oberti et Préteceille, 2016).

Un deuxième résultat de cette recherche souligne que l'intervention publique se situe au cœur des dynamiques socio-urbaines observées sur l'ensemble des terrains parisiens comme marseillais : la ville ordinaire ne s'élabore pas en dehors de l'intervention publique, mais toujours en lien avec elle, dans son prolongement, dans ses interstices, parfois en confrontation directe avec elle. L'action publique n'est jamais totalement

absente, en particulier dans des métropoles européennes. Elle se manifeste sous des formes plus ou moins affirmées, visibles ou moins visibles, publiques ou discrètes et parfois silencieuses à travers son absence. Entre nos deux agglomérations, les modalités d'intervention diffèrent cependant. Dans cette palette d'instruments, la politique volontariste du projet urbain s'inscrit dans des dispositifs d'aménagement règlementés (ZAC, PNRQAD, OPAH...) destinés à rénover, requalifier, revitaliser ou réhabiliter le tissu urbain et va jusqu'au laisser faire dont on fait l'hypothèse qu'il constitue un choix politique et un mode d'intervention parmi d'autres. Il peut également s'agir d'opérations de revitalisation ou de diversification des activités ou des commerces, par la délégation du droit de préemption à des sociétés d'économie mixte ou des offices HLM pour transformer les immeubles ou les lots acquis en logements sociaux, ou encore par des aménagements de l'espace public ou de la voirie. Mais il faut également noter que tout change, ou peut changer, quand des systèmes publics destinés à drainer des capitaux privés massifs se mettent en place, comme l'illustre le cas d'Euroméditerranée à Marseille. Le mouvement très rapide qui s'amorce alors, directement en prise avec les dynamiques métropolitaines renforcées dans le cas de la métropole du Grand Paris, pose très clairement la question de la gestion de ces transitions multiples. Car tous ces quartiers et villes populaires (y compris la Joliette à Marseille, sur laquelle nous n'avons pas pu nous arrêter) ont connu une même histoire, un même choc brutal de la désindustrialisation qui a commencé en France par une déconcentration (Bellanger, 2017) et s'est parfois accompagné d'une transformation voire d'une baisse sur une longue période de la fonction résidentielle. Après 30 ans de latence, les opportunités foncières ont pris le pas sur le souhait des municipalités franciliennes de notre étude de garder la main sur le processus d'urbanisation, les dynamiques de mobilité entrantes ont connu un regain de vitalité depuis la fin des années 90 et l'on peut s'interroger à l'issue de ce travail sur les marges de manœuvre que seront susceptibles de conserver ou pas - dans les années à venir les municipalités de la petite couronne parisienne soucieuses de ne pas abdiquer complètement leur dimension populaire.

Les quartiers marseillais et franciliens investigués se caractérisent donc par un accueil maintenu de populations fragiles, en particulier immigrées. L'indicateur statistique le plus parlant est certainement celui des emménagés récents (depuis moins de deux ans), qui se révèle beaucoup plus important dans ces sous-secteurs qu'ailleurs, comme nous

l'avons vu dans le second chapitre. Il est cependant difficile de savoir si ces quartiers offrent encore un lieu propice à une trajectoire résidentielle et sociale ascendante. A en croire les personnes rencontrées au cours de nos enquêtes, la capacité de ces quartiers à favoriser l'insertion est différenciée et compense difficilement une situation de marginalisation sur le marché de l'emploi et du logement. Si Ivry et Belleville se caractérisent par l'importance du tissu associatif et des structures municipales ou paramunicipales favorisant l'accueil, la formation, l'échange linguistique, le secteur étudié sur Saint-Denis est moins riche en structures de ce type, qui retiennent et facilitent la transition. Quant au centre de Marseille, il se caractérise par la densité d'un tissu associatif et militant venant partiellement seulement combler une action municipale défaillante.

Pourtant, nos enquêtes montrent aussi que les quartiers populaires cosmopolites, dès lors qu'ils présentent certaines aménités, qu'ils sont dotés de lieux ressources suffisamment nombreux et diversifiés et d'un tissu de soutien dense, auxquels contribuent le plus souvent certains résidents issus du processus de gentrification, et dès lors que ce dernier ne prend pas un tour inexorable, s'avèrent relativement hospitaliers pour les personnes en situation de précarité et tout particulièrement pour les migrants. Les témoignages recueillis à Belleville comme à Marseille, Saint Denis et Ivry, montrent que ces derniers y trouvent, non seulement du soutien, mais aussi leurs marques: ils y viennent et, confrontés à l'instabilité de l'hébergement ou à d'autres opportunités, ils y reviennent et, parfois ils y restent, et n'envisagent pas d'en partir.

Les quartiers enquêtés demeurent ainsi une porte d'entrée dans la ville pour les habitants les plus précaires et notamment les étrangers primo-arrivants. Ces quartiers et villes tremplins, lieux dynamiques et en mouvement, offrent un certain nombre de prises et d'opportunités pour les nouveaux arrivés. Nos enquêtes documentent plus spécifiquement deux ressources essentielles de ces quartiers : l'école et l'habitat privé bon marché. Les enquêtes conduites dans les écoles de l'hypercentre à Marseille (chapitre 7) montrent qu'au delà de son rôle institutionnel dans l'apprentissage, l'école est le support de pratiques scolaires, sociales ou citadines multiples. Si l'école représente généralement une ressource en termes de sociabilités pour les parents d'élèves de tous profils, elle peut devenir une *aide* personnalisée, notamment dans le cas

des parents primo-arrivants. De plus, les écoles, en tant que points de rencontres quotidiennes, et élément structurant des pratiques spatiales des parents, constituent des ressources pour s'ancrer dans l'espace urbain et s'approprier le quartier.

Cette étude montre par ailleurs que l'habitat dégradé et les hôtels meublés (chapitres 5 et 6) sont en régression tandis que le parc de logements à Saint-Denis et Ivry connaissait une baisse spectaculaire de ses logements sans confort depuis les années 90 (entre -50 et -40%) et dans une moindre mesure à Belleville. Le logement insalubre dans ces quartiers est devenu assez résiduel et en tous cas confiné à certains ilôts dans lesquels il peut encore représenter la moitié des immeubles, ceux visés par le Pnrqad notamment. Il constitue souvent encore l'une des premières étapes du parcours résidentiel des nouveaux arrivants avec l'hébergement. A Marseille, face aux insuffisances de l'offre de logement social et des politiques nationales d'accueil, les services de l'Etat financent des hébergements en hôtels meublés pour les publics les plus vulnérables, contribuant ainsi à maintenir un parc de logements que la Ville cherche pourtant à éliminer. En Ile-de-France, même inconfortables, les logements dégradés représentent pour les ménages disposant d'un bail une amélioration du statut résidentiel, nombreux étant ceux ayant d'abord été hébergés chez des proches auparavant. Ainsi ce sous-marché du logement permet-il une installation, même précaire, dans les quartiers populaires et anciens de la métropole parisienne et dans le centre de Marseille. Or, la métropolisation et les politiques de résorption de cet habitat tendent à réduire les possibilités d'accueil de ces quartiers, contribuant à fragiliser les dimensions hospitalières de la ville ordinaire. De même, l'étude statistique à l'échelle des IRIS confirme que les politiques de résorption à Ivry et Saint-Denis ont beaucoup réduit l'offre de logements à bon marché disponibles alors que se concentrent dans ces sous-secteurs (en particulier Ivry Port centre et le secteur gare de Saint-Denis) les populations les plus en difficulté. Le déploiement de l'hospitalité privée prend alors des formes de plus en plus marchandes, renforçant les taux d'occupation et le manque de confort.

Cette étude apporte finalement une confirmation à la fois qualitative et statistique du caractère discontinu de la gentrification: certains quartiers populaires maintiennent cette dimension, voire se paupérisent, parfois au cœur même de quartiers mieux dotés. En Ile-de-France, la croissance spectaculaire de la proportion de cadres ne parvient pas

à gentrifier les sous-quartiers investigués, qui restent indubitablement marqués par la précarité au sein d'entités plus largement populaires. A Marseille, si on observe dans les quartiers de l'hypercentre un embourgeoisement réel et une présence croissante de jeunes au capital culturel élevé, les chiffres relatifs aux évolutions du logement et du peuplement indiquent aussi le maintien de poches de très forte précarité. Un phénomène de micro-fragmentation apparaît ainsi, incitant à ce que gentrification, moyennisation et paupérisation soient étudiés conjointement dans leurs frottements et tensions. Ce phénomène de micro-fragmentation est également présent à Ivry Port et Saint-Denis, où les nouveaux résidents des logements sociaux et en accession, encore peu nombreux, changent indubitablement le visage du quartier. La question est de savoir si les continuités populaires (Giroud, 2007) pourront se faire valoir alors que les classes moyennes précédemment installées sont davantage logées dans des fractions les plus prisées de ce parc de logements mais également dans les ateliers d'artistes qui, à Ivry-sur-Seine, constituent une marque de fabrique de ce quartier.

Enfin, les recherches récentes sur les identités locales/ouvrières donnent une bonne indication du tournant que cherchent à prendre les politiques sociales et culturelles dans ces trois secteurs d'Ile-de-France, en complément de politiques du logement qui laissent une place indéniable aux classes populaires, tout en ménageant l'inéluctable souci d'attraction des classes moyennes. Une des limites de ce travail réside précisément dans la nécessité de poursuivre le travail d'articulation pour pouvoir plus finement analyser les liens entre les dimensions socio-techniques (politiques du logement par exemple, géographie prioritaire qui est assumée sur tout ou partie des secteurs de ces trois quartiers comme source d'aide) et la fabrique des identités culturelles locales dans le maintien de la ville ordinaire et de sa capacité à assurer la dimension de tremplin. C'est à cette condition que l'on pourra véritablement obtenir des résultats de recherche qui sortent de l'approche duale de la ville populaire lue à travers le prisme de la gentrification ou de la précarisation. Cette réarticulation de recherches multi-situées pourrait se mettre au diapason de recherches récentes sur le sens actuel des classes populaires (Coutant et al., 2015), qui ne sont pas nécessairement vouées à l'écueil de la désaffiliation ou de la résistance passive à la moyennisation mais se réinventent sur la base d'une identité locale qui semble être, dans les cas étudiés, celle de la diversité.

GLOSSAIRE des sigles

ADISP : Archives de Données Issues de la Statistique Publique

AGAM : Agence d'urbanisme de la ville de Marseille

AMU: Aix-Marseille université

ANDV: Association du Nouveau Domaine Ventre

ANRU: Agence nationale pour la rénovation urbaine

AP-HP: Assistance publique des hôpitaux de Paris

APPUII: Alternatives pour des projets urbains ici et à l'international

CAUE: Conseil d'Architecture et d'Urbanisme

CIMADE : Comité inter mouvements auprès des évacués

CIQ : Comité d'intérêt de quartier

CNE: Centre Norbert Elias

CNRS : Centre national de la recherche scientifique

CMW: Centre Maurice Halbwachs

CUCS: Contrat urbain de cohésion sociale

CVPT : Centre-ville pour tous

DIG: Direction générale des impôts

ENS : École normale supérieure

ENSA: École nationale supérieure d'architecture

EPA: Établissement public administratif

EPFF: Espace pédagogie formation France

FILOSOFI : Fichiers de la Direction générale des impôts et des fichiers localisés sociaux

et fiscaux

GIP : Groupement d'intérêt public

HBM: Habitation à bon marché

HLM: Habitation à loyer modéré

INSEE : Institut nationale de la statistique et des études économiques

IRIS: Ilots regroupés pour l'information statistique

LAMES: Laboratoire méditerranéen de sociologie

LAVUE: Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement

MUCEM : Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

OPAH: Opération programmée d'amélioration de l'habitat

PLAI : Prêt locatif aidé d'intégration

PLH: Plan local de l'habitat

PLS: Prêt locatif social

PLUS: Prêt locatif à usage social

PNRQAD: Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés

PPPI : Parc privé potentiellement indigne

PRI: Périmètre de restauration immobilière

PUCA: Plan urbanisme, construction, architecture

QPV : Quartier prioritaire de la politique de la ville

RESF: Réseau éducation sans frontière

RIL : répertoire d'immeubles localisés

SIG: système d'information géographique

SOLEAM : Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'aire Marseillaise

TELEMME: Temps, espaces, langages, Europe méridionale, méditerranée

UPE2A: Unité pédagogique pour les élèves allophones arrivants

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

ZAD : Zone d'aménagement différé

ZUS: Zone urbaine sensible

ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager

Bibliographie

ADEUS, 1996, « Etude action sur le logement et le relogement des "Isolés" habitant en centre-ville de Marseille, rapport final. », Marseille, Marseille Aménagement.

ADHAM K., ELSHESHTAWY Y., 2008, « Reconsidering the Island: Doha's Urbanity from Pearls to Spectacle. », dans *The Evolving Arab City. Tradition, Modernity and Urban Development.*, London, Routledge, p. 218–257.

AGAM, 2013a, Qui sont les marseillais?: approche par communautés, AGAM, (Cahier), 77 p.

AGAM, 2013b, Qui sont les marseillais?: approche par profils, AGAM, (Cahier), 29 p.

AGUILERA T., 2017, « De la réactualisation à la reconnaissance politique », *Urbanisme*, 406, p. 34–35.

ALAHYANE Y., 2015, Trajectoires et (im)mobilités dans les circulations internationales : regard sur la construction de l'espace familial, le cas des nord-Africain-e-s âgé-e-s et isolé-e-s vivant à Montpellier, mémoire de master 2, Montpellier, Université de Montpellier III. ALBECKER M.-F., 2009, « Globalisation et politiques urbaines locales dans la première couronne de la banlieue parisienne : une spécificité communiste ? », Actes des journées d'études.

ALTHABE G., LEGE B., SELIM M., 1984, *Urbanisme et réhabilitation symbolique (Evry, Boulogne, Amiens)*, Paris, Anthropos.

APUR, 2006, «L'analyse du "parc social de fait parisien" en 2003 : une analyse territorialisée des profils d'occupation des parcs et des quartiers ».

APUR, 2007a, « Résorption de l'habitat indigne à Paris (2002-2007) ».

APUR, 2007b, « Les hôtels meublés à Paris. Diagnostic et premier bilan du plan d'action engagé ».

Ascaride G., Condro S., Peraldi M., 2001, *La ville précaire: les « isolés » du centre-ville de Marseille*, Paris, France, 288 p.

AUTHIER J.Y., 1993, *La vie des lieux. Un quartier du Vieux-Lyon au fil du temps*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

AUTHIER J.Y., 2001, « Les rapports au quartier », dans *Du domicile à la ville, vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, p. 133–169.

AUTHIER J.Y., LEHMAN-FRISCH S., 2012, « Il était une fois... des enfants dans des quartiers gentrifiés à Paris et à San Francisco », *Actes de la recherche en sciences sociales*, p. 59–73.

BACQUE M.-H., FOL S., RONCAYOLO M., 1997, *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, France, l'Harmattan, 215; 8 p.

BACQUE M.-H., SINTOMER Y., 2001, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », Revue Française de Sociologie, 42, 2, p. 217–249.

BAILLY E., 2011, « De l'îlot insalubre à la politique de la ville », dans DEBOULET A., DE VILLANOVA R. (dirs.), *Belleville, quartier populaire ?*, Paris, Créaphis, p. 65–77.

Ballion R., 1986, «Les familles et le choix du collège», *L'orientation scolaire et professionnelle*, 15, 3, p. 183–202.

BARRERE C., LEVY-VROELANT C., 2012, Hôtels meublés à Paris. Enquête sur une mémoire de l'immigration, Paris, Créaphis.

Battegay A., 2003, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon », *Revue européenne des migrations internationales*, 19, 2, p. 9–22.

Bellanger E., 2017, Ivry banlieue rouge, Paris, Créaphis.

Bellavoine C., Turpin N., 2014, Saint-Denis... au fur et à mesure...

Benaissa B., Sayouri Z., 2004, « Les hôtels meublés du centre ville de Marseille. Bilan définitif janvier 2002-décembre 2004 », Marseille, AMPIL.

BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A., 2007, « Restructurations urbaines à Marseille à l'heure de l'internationalisation: tensions et régimes d'action », dans BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A., ROULLEAU-BERGER L. (dirs.), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, p. 139–168.

Berry-Chikhaoui I., Deboulet A., Roulleau-Berger L., 2007, *Villes internationales, entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, 328 p.

BERTONCELLO B., BREDELOUP S., 2000, *Marseille carrefour d'Afrique*, Hommes & Migrations, 141 p.

Bertoncello B., Dubois J., 2010, *Marseille, Euroméditerranée, accélérateur de métropole*, Marseille, Parenthèses (La ville en train de se faire), 269 p.

BERTONCELLO B., RODRIGUEZ MALTA R., 2001, « Euroméditerranée : les échelles d'un grand projet de régénération urbaine », dans *Métropolisation, gouvernance et citoyenneté dans la région urbaine marseillaise*, Paris, Maisonneuve et Larose, p. 405–420.

BIDOU C., 1984, *Les Aventuriers du quotidien : essai sur les nouvelles classes moyennes*, PUF, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 200 p.

BIDOU-ZACHARIASEN C., POLTORAK J.-F., 2008, «Le «travail» de gentrification: les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire», *Espaces et sociétés*, 132–133, 1, p. 107–124.

BLIC A., BLIC D., 2006, « Solidarités à l'école autour de familles sans papiers. », *Esprit*, 8–9, p. 189–193.

BLIC D., LAFAYE C., 2011, « Singulière mobilisation, le Réseau Education Sans Frontières. », *Projet*, 321, p. 12–19.

BLIC D., LAFAYE C., 2013, « Le travail politique du Réseau éducation sans frontières. », dans *Résister au quotidien?*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 29–54.

BLIC D., LAFAYE C., 2015, «Laissez-les grandir ici!» RESF, ou l'élève au cœur de l'engagement militant. », *Métropolitiques*.

BOICHOT C., 2013, « Les espaces de la création artistique à Paris et Berlin », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 19–20, p. 19–39.

Bonis M., 2016, « Plateforme Asile HPF - Rapport d'activité 2015. », Marseille, HPF.

BORJA J.-S., DERAIN M., MANRY V., GALMOT C., 2010, Attention à la fermeture des portes! citoyens et habitants au coeur des transformations urbaines: l'expérience de la rue de la République à Marseille, Marseille, éd. commune.

BOTTERO F., LOTT E., 1989, *Logiques de l'ilot et Retour du passage, restructuration du Domaine Ventre à Marseille*, TPFE, Marseille, École d'architecture de Marseille.

BOUILLON F., 2009, Les mondes du squat : anthropologie d'un habitat précaire, Paris, PUF.

CEFAÏ D., LAFAYE C., 2001, « Lieux et moments d'une mobilisation collective. Le cas d'une association de quartier », dans CEFAÏ D., TROM D. (dirs.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS Editions (Raisons pratiques), p. 195–228.

CERFISE, GB EXPERTISES, D. LE FUR PAYSAGES, 2014, « Quel avenir pour Noailles? Etude urbaine secteur de Noailles », Marseille, SOLEAM.

CHABROL M., COLLET A., GIROUD M., LAUNAY L., ROUSSEAU M., TER MINASSIAN H., 2016, *Gentrifications*, Paris, Editions Amsterdam, 360 p.

CHABROL M., FLEURY A., VAN CRIEKINGEN M., 2014, « Commerce et gentrification. Le commerce comme marqueur, vecteur ou frein de la gentrification. Regards croisés à Berlin, Bruxelles et Paris », dans Gasnier A., Lemarchand N. (dirs.), *Le commerce dans tous*

ses états. Espaces marchands et enjeux de société, Rennes, PUR, p. 277-191.

CHAMBOREDON J.C., LEMAIRE M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, *11*, 1, p. 3–33.

CHARMES É., 2005, « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et sociétés*, *122*, 4, p. 115–135.

CHARMES É., 2006, *La rue. Village ou décor?*, Paris, Créaphis.

CHATEAURAYNAUD F., 2006, « Le lanceur d'alerte à l'épreuve du jugement », p. 10.

CLERVAL A., 2008, *La gentrification de la capitale : dynamiques spatiales, rapports sociaux et politiques publiques*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1, 612 p.

CLERVAL A., 2011, « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ?: L'exemple de Paris intra-muros », *Espaces et sociétés*, *144–145*, 1, p. 55–71.

CLERVAL A., 2013, *Paris sans le peuple: la gentrification de la capitale*, Paris, France, La Découverte, DL 2013, 254 p.

CLERVAL A., CRIEKINGEN M.V., 2014, « "Gentrification ou ghetto", décryptage d'une impasse intellectuelle », *Métropolitiques*, p. http://www.metropolitiques.eu/Gentrification-oughetto.html.

Coing H., 1976, *Rénovation urbaine et changement social : l'îlot n°4*, Paris, Éditions Ouvrières (L'évolution de la vie sociale), 303 p.

COLLET A., 2013, « Montreuil, « le 21e arrondissement de Paris » ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 195, p. 12–37.

COLLET A., 2015, Rester bourgeois: les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction, Paris, La Découverte.

CORBILLE S., 2010, « Tourisme, diversité enchantée et rapports symboliques dans les quartiers gentrifiés du nord-est de Paris », *Genèses*, 76, p. 30–51.

Cossart P., Talpin J., 2015, Lutte urbaine, Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare, Éditions du Croquant, 346 p.

COSTIL M., 2016a, Saint-Denis face au défi de l'habitat insalubre, enjeux et politiques publiques, Thèse de doctorat en géographie, Saint-Denis, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

COSTIL M., 2016b, « L'habitat indigne aux portes de Paris : le cas de Saint-Denis, entre idéal et realpolitik », *Hérodote*, 162, p. 175–192.

COUDROY DE LILLE L., DEPAULE J.-C., MARIN B., TOPALOV C., 2010, L'aventure des mots de la

ville, Paris, Robert Laffont.

COUTANT I., CARTIER M., RENAHY N., MASCLET O., SIBLOT Y., 2015, Sociologie des classes populaires, Paris, Armand Colin.

DAHDAH A., AUDREN G., BOUILLON F., 2017, « La ville (in)hospitalière : parcours scolaire et résidentiel d'une famille syrienne à Marseille », *Espaces et sociétés*.

DAUMALIN X., RAVEUX O., GIRARD N., 2003, *Du savon à la puce*, Marseille, Éditions Jeanne Laffitte.

DAVY A.-C., 2011, *L'habitat dégradé et indigne en Ile-de-France. Enjeux et politiques*, Paris, IAU Île-de-France, 145 p.

DEBOULET A., 2009, « De l'épreuve à l'enjeu urbain : mobilisations collectives autour de la démolition et du délogement », dans CARREL M., NEVEU C., ION J. (dirs.), *Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Paris, L'Harmattan, p. 101–120.

DEBOULET A., 2012, « Villes globales convoitées et inégalités », *Idées économiques et sociales*, *N*° *167*, 1, p. 37-47.

DEBOULET, A., VILLANOVA, R. DE (dirs.), 2011, *Belleville, quartier populaire?*, Paris, Créaphis. Defenseur des droits R.F., 2016, « Droit fondamental à l'éducation : une école pour tous, un droit pour chacun, Rapport droits de l'enfant ».

Demoulin J., Alsaint A., Bacque M.-H., Bellavoine C., Canet A.-C., Fol S., Fuzier A., Lo Duca R., Raisson J.-B., 2016, « Le centre rénové de Saint-Denis : l'échec d'un projet de mixité sociale ? », *Lien social et Politiques*, 77, p. 85–102.

DIETRICH-RAGON P., 2007, « Tensions autour des procédures liées à l'insalubrité. L'exemple du saturnisme infantile », dans LAFLAMME V. (dir.), *Le logement précaire en Europe, Aux marges du palais*, Paris, L'Harmattan, p. 347–360.

DIETRICH-RAGON P., 2009, « Le paradoxe du plomb. Tensions autour du saturnisme », *Sociétés contemporaines*, 75, 3, p. 131.

DIETRICH-RAGON P., 2011, *Le logement intolérable: habitants et pouvoirs publics face à l'insalubrité*, Paris, France, Presses Universitaires de France, impr. 2011, xii+321 p.

DIETRICH-RAGON P., 2013, « Qui rêve du logement social ? », Sociologie, 4, 1, p. 19-42.

DIETRICH-RAGON P., 2014, « Résister à l'exil. Enquête auprès des mal-logés parisiens, Resisting Exile. A Survey of Poorly-Housed Parisians », *Espaces et sociétés*, 156–157, p. 19–35.

Donzel A., 2014, *Le nouvel esprit de Marseille*, Paris, France, L'Harmattan, DL 2014, 176 p.

Duterco Y., Lafaye C., 2003, « Engagement et mobilisation de parents autour de l'école », *Revue française de sociologie*, 2003/3, p. 469–495.

DUTERCQ Y., LAFAYE C., 2007, « Se mobiliser pour soi et pour les autres. La politique d'éducation interrogée par l'action de proximité. », *Éducation et sociétés*, *19*, 1, p. 53–66.

EMAIN D., 2017, Le rôle de la fermeture résidentielle dans les dynamiques de gentrification. Le cas du Domaine Ventre (Noailles, Marseille)., mémoire de master 2 de géographie, Marseille, Aix Marseille Université, 130 p.

FAURE A., LEVY-VROELANT C., 2007, *Une chambre en ville : hôtels meublés et garnis de Paris,* 1860-1990, Paris, Créaphis, 430 p.

FAYMAN S., 2011, «La Bellevilleuse ou la mise en oeuvre du droit à la ville », dans DEBOULET A., VILLANOVA R. DE (dirs.), *Belleville, quartier populaire?*, Paris, Créaphis, p. 79–92.

FIJALKOW Y., 2004, Sociologie de la ville, Paris, La Découverte (Repères), 123 p.

FIJALKOW Y., 2013, « Crises et mal-logement : réflexions sur la notion de « vulnérabilité résidentielle » », *Politiques sociales et familiales*, 114/1, p. 31–38.

FIJALKOW Y., 2014, « Le logement indigne : une nouvelle norme de l'action publique ? », *Informations sociales*, 184, p. 18–30.

FLEURY A., 2010, « Du quartier à la ville durable ? Les commerces de proximité dans l'action de la Mairie de Paris », dans GASNIER A. (dir.), *Commerce et ville ou commerce sans la ville ? Production urbaine, stratégies entrepreneuriales et politiques territoriales de développement durable*, Rennes, PUR, p. 171–183.

Fors Recherche Sociale, 2003, « Les hôtels meublés : une offre en voie de disparition ? », Rapport pour la Fondation Abbé Pierre, FORS.

FOURCAUT A., 2002, « Connaître l'histoire de la Seine-Saint-Denis pour comprendre la situation actuelle », dans Profession Banlieue (dir.), *La Seine-Saint-Denis : des représentations aux... réalités*, Saint-Denis.

FOURNIAU J.-M., 2007, « L'expérience démocratique des « citoyens en tant que riverains » dans les conflits d'aménagement », *Revue européenne des sciences sociales*, XLV-136, p. 149–179.

Fournier, P., Mazzella, S. (dirs.), 2004, Marseille, entre ville et ports: les destins de la rue

de la République, Paris, France, La Découverte, impr. 2004, 314 p.

François J.C., Poupeau F., 2008, Le sens du placement. Ségrégation résidentielle et ségrégation scolaire, Raisons d'agir, Paris, 229 p.

Francois J.C., Poupeau F., Courratier E., 2005, « De l'espace résidentiel à l'espace scolaire : les pratiques d'évitement scolaire en Ile de France », Paris, Ministère de l'éducation nationale.

GACHET A., 1986, « Etude sur le logement des isolés et les hôtels meublés – Marseille centre ville », ALPIL, SOMICA, Marseille.

GINTRAC C., GIROUD M., 2014, *Villes contestées: poir une géographie critique de l'urbain*, Paris, les Prairies ordinaires, 416 p.

GIROUD M., 2007, Résister en habitant? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne), Thèse de doctorat de géographie, Université de Poitiers.

GIROUD M., 2015, « Mixité, contrôle social et gentrification », La Vie des idées.

GOUARD D., 2013, La banlieue rouge, ceux qui restent et ce qui change, Paris, Le bord de l'eau.

GRAVEREAU S., 2011, « Les artistes de Belleville : valeur et faire-valoir d'un quartier de Paris à leurs dépens ? », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 2011, p. 38–51.

GUILLOUET J.-J., PAUQUET P., 2011, « La demande de logements locatifs sociaux en Ile-de-France en 2010 », Insitut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.

HABOUZIT R., 2017, La copropriété dégradée, le relogement et après? Professionnels et habitants dans une opération rénovation urbaine, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris-Saclay.

HAMNETT C., 2003, « Gentrification and the Middle-class Remaking of Inner London. », *Urban Studies*, 40, 12, p. 2401–2426.

HENRIO Y., 2017, « Habiter Paris à tout prix ? », *Urbanités*, 8.

HERNANDEZ F., BERTONCELLO B., MEJEAN P., BERTONI A., 2013, « Marseille : les fragilités comme moteurs pour l'invention d'une centralité métropolitaine originale ? », Research Report.

JACOBS J., 1961, The Death and Life of Great American Cities, Vintage Books, 458 p.

JOURDAN S., 2006, Du processus de métropolisation à celui de la gentrification, l'exemple de deux villes nord-méditerranéennes : Barcelone et Marseille, Thèse de doctorat, Aix-en-

Provence, Université de Provence, 587 p.

KALI L., 2010, «Chibanis. Les «outsiders» de la République», *Le sociographe*, 31, p. 67-75.

KARSTEN L., 2003, « Family gentrifiers : challenging the city as a place simultaneously to build a career and to raise children », *Urban Studies*, 40, p. 2573–2584.

LAFAYE C., 2017, « Faire socété à l'échelle du quartier? », dans HIGELE J.-P., JACQUOT L. (dirs.), *Figures de l'engagement. Objets, formes, trajectoires*, Nancy, Editions universitaires de Lorraine, p. 279–297.

LEGER A., TRIPIER M., 1986, Fuir ou construire l'école populaire?, Méridiens-Klincksiesck, Paris, 204 p.

LEVY F., 2005, « Les femmes du Nord de la Chine, une migration au profil atypique », *Hommes et migrations*, 1254, p. 45–57.

LEVY J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés.*, Belin, Paris, 1033 p.

MAIRIE DE PARIS, 2010, « L'habitat indigne éradiqué à Paris ».

MANRY V., 2002, « Belsunce 2001 : Chronique d'un cosmopolitisme annoncé ? », *Méditerranéennes*, 13, p. 136-145.

MARTIN P., 2014, « La lutte contre l'habitat indigne à Paris », *Informations sociales*, 184, p. 104-110.

MATEOS ESCOBAR D., 2012, « La gentrification du centre-ville de Marseille Idées reçues et "zones d'ombre" dans l'étude des recompositions sociales des quartiers centraux phocéens »,.

MATHIEU L., 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52, 1, p. 75.

MATHIEU L., 2010, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontières. », *Sociologie*, 1, 3, p. 303-318.

MICHEL A., 1955, « La population des hôtels meublés à Paris : composition et conditions d'existence », *Population*, 10/4, p. 627-644.

MISSAOUI L., TARRIUS A., 2006, « Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage », *Revue européenne des migrations internationales*, *22*, 2, p. 43–65.

MOREL B., 1999, *Marseille, naissance d'une métropole*, Paris, L'Harmattan (Géographies en liberté), 221 p.

NICOL C., DAOU S., BONEU J., BRODOVITCH C., CARO F., POLGE M., 2015, « La requalification du parc immobilier privé à Marseille. », Rapport d'étude.

OBERTI M., 2007, L'école dans la ville : ségrégation, mixité carte scolaire., Presses de Sciences Politiques, Paris, 302 p.

OBERTI M., PRETECEILLE E., 2004, « Les classes moyennes et la ségrégation urbaine », *Éducation et sociétés, 14*, 2, p. 135–153.

OBERTI M., PRETECEILLE E., 2016, *La ségrégation urbaine*, La découverte (Repères), 128 p. OFII, 2015, « Les chiffres de l'OFII en 2014 »,.

PERALDI, M. (dir.), 2001, *Cabas et containers: activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, France, Maisonneuve et Larose: Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 361 p.

PERALDI M., DUPORT C., SAMSON M., 2015, Sociologie de Marseille, Paris, Découverte (Collection Repères), 124 p.

PERALDI M., SAMSON M., 2006, *Gouverner Marseille: enquête sur les mondes politiques marseillais*, Paris, France, la Découverte, 318 p.

PETONNET C., LEROI-GOURHAN A., 2002, *On est tous dans le brouillard*, Choron-Baix C. (dir.), Paris, France, Ed.du C.T.H.S., 394 p.

PIERREIN L., 1975, *Les industries traditionnelles du port de Marseille. Le cycle des sucres et des oléagineux*, Marseille, Institut Historique de Provence, 340 p. p.

PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2004, Sociologie de Paris, La Découverte.

PINOTEAU M., KHOMA F., 2010, « Le saturnisme : une maladie de pauvres », *Plein droit, 86*, 3, p. 17.

REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, COMPASS, 2013, « Disparités socio-spatiales en région PACA. Métropole Aix-Marseille Atlas territorial. »

REGNARD C., 2016, « Stopgap Territories. Inns, Hotels an Boarding Houses in Marseille at the beginning of the 1870s. », *Quaderni storici*, 1/2016 Aprile, p. 197–220.

RENAUD Y., 2001, « De la contestation à la concertation », Les Annales de la recherche urbaine, 89, 1, p. 62-69.

RIALAN N., 1993, « La Bellevilleuse contre les pelleteuses », *Hommes et Migrations*, 1168, 1, p. 13–19.

RIVIERE C., 2014, Ce que tous les parents disent? Approche compréhensive de l'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants en contexte de mixité sociale (Paris-Milan), Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques - IEP-Paris, 470 p.

ROBERT C., 2016, « La mobilisation du parc privé à des fins sociales », rapport de mission pour le Ministère du logement, Paris.

Roncayolo M., 1990, *Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille*, Marseille, Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille.

Roncayolo M., 1991, « Le capital et la ville », dans *Culot M. et Drocart D. (eds), Marseille, la passion des contrastes*, Institut Français d'Architecture / Mardaga, Liège, p. 147–170.

SAUNDERS D., 2012, *Du village à la ville: comment les migrants changent le monde*, traduit par Poliquin D., Paris, France, Éd. du Seuil, DL 2012, 439 p.

SCHWARTZ O., 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », lavidesidées.fr.

SENGEL M., 2000, « Nana-Bentz de Noailles », Hommes & Migrations, 1224, p. 71-78.

SIMON P., 1993a, « Belleville, une mémoire pour l'avenir », *Hommes et Migrations*, 1168, 1, p. 6-12.

SIMON P., 1993b, « Les quartiers d'immigration : "ports de première entrée" ou espaces de sédentarisation? L'exemple de Belleville. », *Espace, populations, sociétés*, 11, p. 379–387.

SIMON P., 1995, « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation : Belleville, Paris XXe. », *Cahiers internationaux de sociologie*, 98, p. 161–190.

SIMON P., 1997, « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et sociétés*, 90, 2, p. 43-68.

STEINER A., 2011, « Les cafés du bas Belleville : de la mixité au cloisonnement ? », dans DEBOULET A., DE VILLANOVA R. (dirs.), *Belleville, quartier populaire ?*, Paris, Créaphis, p. 159–168.

STEINER A., CONORD S., 2010, Belleville cafés, Paris, L'échappée.

TARRIUS A., 1992, Les fourmis d'Europe: migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales, Paris, France, L'Harmattan, DL 1992, 207 p.

TISSOT S., 2010, « Quand la mixité sociale mobilise des gentrifieurs. Enquête sur un mot d'ordre militant à Boston », *Espaces et sociétés*, *n*° *140-141*, 1, p. 127–142.

TOUBON J.-C., MESSAMAH K., 1990, « Coexistence et confrontation dans un quartier pluri-

ethnique: le cas de la Goutte d'Or », Sociétés contemporaines, 4, 1, p. 37-50.

TOUBON J.-C., MESSAMAH K., 1992, Centralité immigrée: le quartier de la Goutte d'or, dynamique d'un espace pluri-ethnique, Paris, L'Harmattan.

Toure B., 2017, *Touré B., 2017, Parcours migratoires et insertion urbaine de migrants récents dans le quartier de Belleville, mémoire de master de sociologie sous la direction de C. Lafaye, Université Paris 8.*, mémoire de sociologie sous la direction de C. Lafaye, Saint-Denis, Université Paris 8.

VALCIN M., 2016, L'école, point de fuite ou point d'ancrage? Etre parent d'élève dans l'hypercentre populaire de Marseille, mémoire de master de géographie, Lyon, ENS de Lyon, 115 p.

VAN CRIEKINGEN M., FLEURY A., 2006, « La ville branchée : gentrification et dynamiques commerciales à Bruxelles et à Paris », *Belgeo. Revue belge de géographie*, 1-2, p. 113-134.

VAN ZANTEN A., 2001, L'école de la périphérie : scolarité et ségrégation en banlieue., PUF, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 424 p.

VIEILLE A., 1954, « La population vivant en meublé. Quelques données pour le département de la Seine », *Population*, 9–2, p. 227–240.

Warren C., 1992, *La réhabilitation du quartier Belsunce, un outil de remodelage du centre de Marseille*, mémoire de maîtrise, Aix-en-Provence, Université de Provence, 131 p.

ZALIO P.-P., 1999, Grandes familles de Marseille au XXe siècle. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire, Paris, Belin (socio-histoires), 315 p.

ZOTIAN E., 2014, « La participation sociale et politique des enfants. Une ethnographie des pratiques ordinaires qui embarrassent les adultes. », *Lien social et Politiques*, 71, p. 127–142.

ZUKIN S., 1993, Landscapes of Power, University of California Press, 338 p.

Annexe : Liste des entretiens réalisés

Entretiens réalisés en Ile-de-France

Auteur(s) de l'entretien	Interlocuteur(s): nom et fonction	Terrain	Date	Objet/enjeu de l'entretien	
Agnès Deboulet	Service Habitat	Ivry	Juillet 2014	Habitat dégradé et politiques de réhabilitation	
Agnès Deboulet-Estelle Gourvennec	Responsable habitat insalubre (suivi d'un relogement) 1 ^{er} adjoint, élu au développement	Ivry	2014-2015	Résorption habitat insalubre	
Agnès Deboulet	urbain et économique	Ivry	Mai 2017	Politique urbaine et mixité sociale	
Agnès Deboulet	Nouvelle habitante Ivry Port, la Minoterie	Ivry	21.12.2015	Mobilité intra-urbaine, identité, vie politique, vie du quartier, PC	
Agnès Deboulet	Habitante immeuble insalubre (Mme K)	Ivry	18.02.2015	Conditions d'habitation, mobilité et procédures	
Agnès Deboulet	Après relogement (Mme K)	Ivry	07.06.2016	Conditions d'habitation et vie du quartier	
Agnès Deboulet-Carlos Molina	Résident immeuble avec convention d'occupation	Ivry	20.11.2013	Conditions d'habitation et vie de quartier	
Agnès Deboulet	Famille de résidents logement insalubre	Ivry	Février 2014	Conditions d'habitation et relogement	
Agnès Deboulet	Femme cadre retraitée propriétaire lvry port	Ivry	03.07. 2017	Trajectoire résidentielle et engagement	

Agnès Deboulet	Femme employée propriétaire Ivry port dans de l'habitat ssans confort	Ivry	15.04.2016	Vie de quartier, engagement
Agnès Deboulet-Flavia Leone-Alvand Sanjabi	Gérante d'un hôtel	Ivry	2014	Activité, réhabilitation, projet
Agnès Deboulet	Militante du Dilengo	Ivry	2015	Vie de quartier, projet du CSA, engagement
Groupe Puca	Résidente du Dilengo	Ivry	03.2015	Vie de quartier, projet du CSA, engagement
Agnès Deboulet	Responsable maison de quartier	Ivry	06.2017	
Agnès Deboulet	Elue référente quartier Ivry port	Ivry	06. 2017	
Agnès Deboulet	Référente démocratie	Ivry	05. 2017	
	participative	·		
Agnès Deboulet-Bénédicte Dubiez	Gérant d'un restaurant brésilien	Ivry	10. 2013	
Agnès Deboulet-Elise Ruth Robstat	Restaurateur rue PVC	Ivry	11.2013	
Agnès Deboulet	Artiste, Propriétaire	Ivry	02.2014	
Alvand Sanjabi	Responsable opérationnel Sadev	Ivry	2015	
Alvand Sanjabi	Responsable urbanisme Ivry	Ivry	24.02.	
	Confluences		2014	
Alvand Sanjabi-Flavia Leone	Responsable questions foncières	Ivry	2015	
Alvand Sanjabi	Chargés du commerce, mairie	Ivry	2015	
Alvand Sanjabi	Responsable développement pôle	Ivry	2015	
	créatif			
Alvand Sanjabi	Occupant en convention temporaire	Ivry	23.06.2014	
Alvand Sanjabi	Président association lieu underground	Ivry	22.02.2014	
Alvand Sanjabi	Résidente ateliers artistes	Ivry	23.07.2014	
Alvand Sanjabi et Sylvain Adam	Habitante, résidente et artiste	Ivry		
Alvand Sanjabi	Entretiens informels avec commerçants	Ivry	2015 et 2016	
Claudette Lafaye	Entretiens informels avec des artistes, des artisans, des	Belleville	2014 à 2017	Rapport au quartier ; trajectoire d'engagement ; trajectoires

	militants associatifs, des habitants engagés, des élus locaux			résidentielle ; politiques publiques
Anaïs et Inès Kadi	Habitante d'origine portugaise, parents propriétaires	Belleville	12.2014	Parcours et rapport au quartier
Anta Sy et Laurie Marie Pierre	Professionnelle, Centre social du Bas-Belleville	Belleville	11.2014	Public accueilli et rapport au quartier
Antoine Glaesener	Habitant, parents propriétaires gentrifieurs	Belleville	12.2014	Parcours et rapport au quartier
Howaïda Abdou et Audrey Racassin	Bibliothécaire, Bibliothèque Couronne	Belleville	12.2014	Public accueilli et rapport au quartier
Béryl Matinet et Nadia Ouasti	Habitante d'origine égypto- marocaine, HLM-Interméd.	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Camela Nasri	Artiste d'origine d'ex Yougoslavie	Belleville	12.2014	Parcours et rapport au quartier
Cédric Divad	Habitante gentrifieur, propriétaire	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Fabou Sidick Gbane et David Yesi	Migrant ivoirien arrivé en France en 2014, vit en foyer	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Essou Koudjou Esso et Francesca Pullberg	Galeriste	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Gerbine Civil et Khady Ndiaye	Ex habitantes se retrouvant chaque jour à Belleville	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Ibrahim Dramé et Cécilia Susella	Directeur d'école	Belleville	11.2014	Public accueilli et rapport au quartier
Kevin Antonio et Mouhamadou Sankaré	Responsable Centre social Archipelia	Belleville	11.2014	Public accueilli et rapport au quartier
Afef Ben Dahsen et Madhia Benabib	Habitant d'origine polonaise (juif askhénaze)	Belleville	12.2014	Parcours et rapport au quartier
Anam Ashraf et Mégane Claisse	Gérant commerce Biocoop	Belleville	11.2014	Public accueilli et rapport au quartier
Mélissa Hirèche et Laetitia Roth	Habitante d'origine ivoirienne, locat. parc privé	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Anaïs Cabrion et Nina Lesobre	Galeriste	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier
Sarah Ouazani	Habitante d'origine marocaine, HLM	Belleville	12.2014	Parcours et rapport au quartier
Valentine Caillet et Thibaud Sase	Artiste	Belleville	12.2014	Parcours et rapport au quartier
Abdoul Bamba et Waïta	Restaurateur whenzou	Belleville	11.2014	Parcours et rapport au quartier

Espinosa				_
Boké Touré	Migrante sénégalaise, arrivée en France en 2007	Belleville	03.02.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrante malienne, arrivée en	Belleville	04.02.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	France en 2005 Migrante d'origine burkinabé, arrivée en 2013	Belleville	07.04.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant italien d'origine burkinabé, arrivé en 2013	Belleville	07.04.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant malien, arrivé en France en 2014, vit en foyer	Belleville	12.06.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrante comorienne, arrivée en France en 2010	Belleville	12.06.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant malien, arrivé en France en 2015, vit en foyer	Belleville	15.06.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrante sénégalaise, arrivée en France en 2002	Belleville	21.06.2015	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2014, vit en foyer	Belleville	06.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2015, vit en foyer	Belleville	16.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2014, vit en foyer	Belleville	20.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2015, vit en foyer	Belleville	28.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2014, vit en foyer	Belleville	29.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2015, vit en foyer	Belleville	30.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2014, vit en foyer	Belleville	04.02.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2014, vit en foyer	Belleville	05.02.2016	Parcours et rapport au quartier
Boké Touré	Migrant sénégalais, arrivé en 2013, vit en foyer	Belleville	04.03.2016	Parcours et rapport au quartier
Claudette Lafaye et Amélie Flamand	Coordinateur ASL, centre social	Belleville	27.01.2016	Parcours, public accueilli et
Claudette Lafaye et Agnès	Commerçant d'origine égyptienne	Belleville	28.01.2016	rapport au quartier Parcours et rapport au quartier

Deboulet				
Claudette Lafaye et Amélie	Artiste céramiste	Belleville	29.01.2016	Parcours et rapport au quartier
Flamand				
Claudette Lafaye	Coordinatrice ASL, centre social	Belleville	03.02.2016	Parcours, public accueilli et rapport au quartier
Claudette Lafaye	Habitante, intermittente du spectacle, vit en HLM	Belleville	09.02.2016	Parcours et rapport au quartier
Claudette Lafaye	Coordinatrice ASL + directeur de centre social	Belleville	23.02.2016	Parcours, public accueilli et rapport au quartier
Claudette Lafaye	Libraire, installé depuis 2002	Belleville	24.02.2016	Parcours et rapport au quartier
Claudette Lafaye	Présidente, association Chinois de France, Français de Chine (CFFC)	Belleville	20.02.2016	Parcours, public accueilli et rapport au quartier
Mélissa Coton, Inès Cotton et Flore Lupoli	Gérant d'un hôtel meublé en reconversion	Belleville	05.2015	Gentrification et enjeux de reconversion de son commerce
Claudette Lafaye	Artiste, ex président des Ateliers d'artiste de Belleville		15.06.2015	Maintien des artistes dans le quartier

Auteur(s) de l'entretien	Interlocuteur(s): nom et fonction	Terrain	Date	Objet/enjeu de l'entretien	Notes ou enregistre ment	Durée
Mathilde Costil	Propriétaire et gérante d'un bar-restaurant du centre-ville (1)-	Saint-Denis	3 février 2016	Rôle du café dans la sociabilité du quartier et évolution du quartier	enregistrem ent	55 mn
Mathilde Costil	Agence immobilière	Saint-Denis	2 février 2016	Evolution du marché immobilier, profil des acquéreurs	Enregitrem ent + notes en fin	30 mn + 15 mn
Mathilde Costil	Boutique retouche vêtement –	Saint-Denis	10 février 2016	Impact projet urbain (commerce exproprié) et évolution quartier	enregistrem ent	20 mn
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Habitant primo-arrivant Pakistan	Saint-Denis	3 février 2016	Arrivée sur le quartier + perception quartier	enregistrem ent	25 min
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Couple roumano- pakistanais	Saint-Denis	3 février 2016	Arrivée sur le quartier + perception quartier	enregistrem ent	40 min
Mathilde Costil	Propriétaire et gérante d'un bar-restaurant du centre-ville (2)-	Saint-Denis	6 avril 2016	Rôle du café dans la sociabilité du quartier et évolution du quartier	enregristre ment	1h45
Mathilde Costil	Propriétaire et gérante d'un bar-restaurant du centre-ville (3)-	Saint-Denis	6 avril 2016	Rôle du café dans la sociabilité du quartier et évolution du quartier	enregristre ment	35 min
Mathilde Costil	Élu au service commerce	Saint-Denis	9 février 2016	Evolution des commerces + politique municipale	Enregistre ment	35 min
Mathilde Costil	Service commerce	Saint-Denis	26 février 2016	Evolution des commerces + politique municipale	Enregistre ment	50 min
Mathilde Costil	Propriétaire et gérante HM 1-	Saint-Denis	8 mars 2016	Histoire hôtel, clientèle, quartier	enregistrem ent	40 min
Mathilde Costil	Propriétaire et gérante HM 2-	Saint-Denis	1 ^{er} mars 2016	Histoire hôtel, clientèle, quartier	enregistrem ent	15 min
Mathilde Costil	Gardien hôtel social-	Saint-Denis	23 mars 2016	Histoire hôtel, clientèle, quartier	enregistrem ent	35 min
Mathilde Costil	Maison du commerce et de l'artisanat	Saint-Denis	8 avril 2016	Fonctionnement, relation commerçants et municipalité	enregistrem ent	1h30 min
Mathilde Costil	Association des	Saint-Denis	7 avril 2016	•	note	
Mathilde Costil	Propriétaire et gérante	Saint-Denis	21 mars	Histoire hôtel, clientèle, quartier	enregistrem	30 min

Mathilde Costil	HM 3- Habitant quartier Confluence	Saint-Denis	2016 15 mars 2016	Arrivée et perception du quartier	ent enregistrem ent	30 min
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Gardien immeuble dégradé-	Saint-Denis	27 février 2016	Arrivée sur le quartier + perception quartier+ fonctionnement immeuble	enregistrem ent	40 min
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Femmes immeuble dégradé	Saint-Denis	27 février 2016	Arrivée sur le quartier + perception quartier	enregistrem ent	15 min
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Squat hommes- immeuble dégradé	Saint-Denis	27 février 2016	Arrivée sur le quartier + perception quartier	enregistrem ent	30 min
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Ajusteur tailleur-	Saint-Denis	23 mars 2016	Evolution du quartier et perception projet	enregistrem ent	30 min
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Réparateur téléphonie –	Saint-Denis	23 mars 2016	Evolution du quartier et perception projet	enregistrem ent	10 min
Mathilde Costil et Agnès Deboulet	Chef de projet PNRQAD	Saint-Denis	15 avril 2016	Projet PNRQAD, évolution centre-ville	enregistrem ent	1h15
Mathilde Costil	Fils propriétaire HM 4-	Saint-Denis	1 ^{er} mars 2016	Histoire hôtel, clientèle, quartier	notes	1h30
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Ménage 1 9 rue Auguste Delaune (immeuble délabré sur cours)	Saint-Denis	17 février 2016	Arrivée dans le logement + perception du quartier	notes	
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Ménage 2 9 rue Auguste Delaune (immeuble délabré sur cours)	Saint-Denis	17 février 2016	Arrivée dans le logement + perception du quartier	notes	
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Ménage 3 9 rue Auguste Delaune (immeuble délabré sur cours)	Saint-Denis	17 février 2016	Arrivée dans le logement + perception du quartier	notes	
Mathilde Costil	Vendeur Magasin de sport	Saint-Denis	11 février 2016	Perception PNRQAD et évolution du quartier	notes	
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Salarié Boucherie rue Auguste Delaune	Saint-Denis	23 mars 2016	Evolution du quartier et perception projet	enregistrem ent	
Mathilde Costil et Agnès Deboulet	Responsable du PNRQAD	Saint-Denis	15 avril 2016	Politique de rénovation urbaine	Enregistre ment	1h30

Mathilde Costil et Hugo Paris	Responsable de l'USE Saint-Denis du SCHS de la ville	21 juillet 2016	Politique de contrôle s commerces par le SCHS	sanitaire des	Enregistre 1h ment et note en fin
Mathilde Costil et Benjamin Leclercq	Ménages de l'immeuble Saint-Denis enquêtée rue Auguste Delaune	1 ^{er} juin 2015	Evolution de l'hôtel d'acquisition/expropriation pa	(en cours ar la mairie)	notes

Entretiens réalisés à Marseille

Entretiens parents d'élèves

Auteur(s)	de	Interlocuteur(s):	Terrain	Date	Objet/enjeu de l'entretien	Notes ou	Durée
l'entretien		nom et fonction				enregistr	(min)
						ement	
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	04/03/15	Enquête parents d'élèves	E	47
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	12/03/15	Enquête parents d'élèves	Е	50
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	14/03/15	Enquête parents d'élèves	Е	60
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	16/03/15	Enquête parents d'élèves	Е	58
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	15/04/15	Enquête parents d'élèves	Е	20
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	05/05/15	Enquête parents d'élèves	Е	50
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	20/05/15	Enquête parents d'élèves	Е	53
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	21/05/15	Enquête parents d'élèves	Е	20
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	28/05/15	Enquête parents d'élèves	Е	13
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	28/05/15	Enquête parents d'élèves	Е	12
Alexandra Greco		parents d'élèves	Marseille	28/05/15	Enquête parents d'élèves	Е	10
Gwenaëlle Audren		parents d'élèves	Marseille	20160203	Enquête parents d'élèves	Е	48mn
Gwenaëlle Audren		parent d'élève	Marseille	20160209	Enquête parents d'élèves	Е	1h26
Marguerite Valcin		parent d'élève	Marseille	20160217	Enquête parents d'élèves	Е	1h07

Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160224	Enquête parents d'élèves	E	1h06
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160225	Enquête parents d'élèves	Е	0h55
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160226	Enquête parents d'élèves	Е	1h23
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160226	Enquête parents d'élèves	Е	1h34
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160301	Enquête parents d'élèves	Е	1h23
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160301	Enquête parents d'élèves	Е	1h14
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160301	Enquête parents d'élèves	Е	1h11
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160303	Enquête parents d'élèves	Е	2h04
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160304	Enquête parents d'élèves	E	00h55
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160304	Enquête parents d'élèves	Е	1h10
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160307	Enquête parents d'élèves	E	1h15
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160307	Enquête parents d'élèves	Е	00h51
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160309	Enquête parents d'élèves	Е	00h42
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160309	Enquête parents d'élèves	Е	1h12
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160309	Enquête parents d'élèves	Е	1h02
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160310	Enquête parents d'élèves	Е	1h45
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160314	Enquête parents d'élèves	N	1h10
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160314	Enquête parents d'élèves	Е	00h58
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160317	Enquête parents d'élèves	E	00h42
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160318	Enquête parents d'élèves	Е	00h20
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160319	Enquête parents d'élèves	Е	00h59
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160319	Enquête parents d'élèves	E	00h50
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160323	Enquête parents d'élèves	E	2h30
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160325	Enquête parents d'élèves	E	1h31
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160330	Enquête parents d'élèves	N	00h10

Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160331	Enquête parents d'élèves	N	00h40
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160331	Enquête parents d'élèves	N	1h00
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160401	Enquête parents d'élèves	Е	00h50
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160401	Enquête parents d'élèves	N	00h15
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160406	Enquête parents d'élèves	N	2h00
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160411	Enquête parents d'élèves	N	00h10
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160407	Enquête parents d'élèves	N	1h30
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160407	Enquête parents d'élèves	N	00h15
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160420	Enquête parents d'élèves	N	1h30
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160429	Enquête parents d'élèves	N	1h
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160503	Enquête parents d'élèves	N	1h
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	30160504	Enquête parents d'élèves	N	45mn
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	30160504	Enquête parents d'élèves	N	45mn
Virginie Baby-Collin	parent d'élève	Marseille	20160505	Enquête parents d'élèves	N	1h20
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160510	Enquête parents d'élèves	N	1h15
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160511	Enquête parents d'élèves	N	1h15
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160511	Enquête parents d'élèves	N	45mn
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160512	Enquête parents d'élèves	N	45mn
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160513	Enquête parents d'élèves	N	25mn
Marguerite Valcin	parent d'élève	Marseille	20160518	Enquête parents d'élèves	Е	49mn

Acteurs de l'éducation

Auteur(s) de l'entretien	Interlocuteur(s): nom et fonction	Date	Objet/enjeu de l'entretien	Notes ou enregistrement
Alexandra Greco	Dir. Ecole Major	31/03/15	Enquête directeurs école	enregistré
Alexandra Greco	Dir. Ecole korsec	02/04/15	Enquête directeurs école	enregistré
Alexandra Greco	Dir. Ecole Abeilles	09/04/15	Enquête directeurs école	enregistré
Alexandra Greco	Dir. Ecole Parmentier	Avril 2015	Enquête directeurs école	enregistré
Alexandra Greco	Dir. Ecole Accoules	Mai 2015	Enquête directeurs école	enregistré
Alexandra Greco	Dir école Moulins	Mai 2015	Enquête directeurs école	enregistré
Alexandra Greco	Coord. ECLAIR secteur Marseille 2	16 avril 2015	Politiques ECLAIR Marseille	45 min enregisté
Gwenaëlle Audren	Fabienne Lerda	24 novembre	Responsable du Bureau de la Population	Entretien (2h) enregistré
		2015	Scolaire, ville de Marseille	+ retranscription
Virginie Baby Collin,	Patrick Gros et	1 ^{er} décembre	P.Gros:IA DASEN secteur3, responsable	Entretien enregistré +
Gwenaelle Audren,	Stéphane Olivier	2015	CASNAV	+retranscription (1h30)
			S.Olivier, coordinateur académique CASNAV	
Virginie Baby Collin,	Thierry Dalmasso	10 novembre	IA DASEN Marseille	Entretien 2h, + notes +CR
Gwenaelle Audren,		2015		
Gwenaëlle Audren	MC Pozzo Di Borgio	14 décembre	Directrice adjointe premier degré DDEC	Entretien enregistré +
		2015		+retranscription (35min)
Virginie Baby Collin,	Patrick Gros et	1 ^{er} décembre	P.Gros:IA DASEN secteur3, responsable	Entretien enregistré +
Gwenaelle Audren,	Stéphane Olivier	2015	CASNAV	+retranscription (1h30)
,	P		S.Olivier, coordinateur académique	real production
			CASNAV	
Virginie Baby Collin,	Thierry Dalmasso	10 novembre	IA DASEN Marseille	Entretien 2h, + notes +CR
Gwenaelle Audren,		2015		· I
Gwenaëlle Audren	MC Pozzo Di Borgio	14 décembre	Directrice adjointe premier degré DDEC	Entretien enregistré +
		2015	, .	+retranscription (35min)
Gwenaëlle Audren et	M. Mercadal	02/05/16	Directeur de l'école Major Eveché	Entretien enregistré
Virginie Baby Collin		, ,		_
Gwenaëlle Audren et	Marena Turin	03/05/16	Responsable académique de l'éducation	Entretien enregistré
Virginie Baby Collin			prioritaire rectorat	_

Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin	et	Sylvie Anselme	03/05/2016	Directrice école Parmentier	Notes retranscrites
Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin	et	Véronique Michaud	03/05/2016	Prof UPE2A Vieux Port	Notes
Gwenaëlle Audren		Christine Guérel	11/05/2016	Proviseure Lycée Victor Hugo	Entretien enregistré
Gwenaëlle Audren		Corine Lefort	15/01/2016	Directrice école des Accoules	Entretien enregistré + +retranscription
Gwenaëlle Audren		Francine Pessemesse	15/01/2016	Directrice école maternelle des Bergers	Entretien enregistré + +retranscription
Gwenaëlle Audren		Sylvie Anselme	19/01/2016	Directrice école maternelle Parmentier	Entretien enregistré + +retranscription
Gwenaëlle Audren		M. Combolives	25/01/2016	Directeur école privée Chevreule Blancarde	Entretien enregistré
Gwenaëlle Audren		M. Ranguis	25/01/2016	Directeur école privée ND St Théodore	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		Marc Guyot	26/01/2016	Directeur école élémentaire des Abeilles	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		Leila Ben Kader	27/01/2016	Chef établissement Collège Vieux Port	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		Mme Ruiz	28/01/2016	Chef établissement Collège Quinet	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		Serge Somaglia	28/01/2016	Directeur école élémentaire Moisson	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		M. Nicollet	8/02/2016	Chef établissement Collège Thiers	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin	et	Françoise Grudler	17/02/2016	EPFF (Espace pédagogie formation France)	Retranscription virginie DB
Gwenaëlle Audren Marguerite Valcin	et	Violaine Brustaert + parents	29/03/2016	Groupe EPFF des Bergers	Notes retranscrites
Gwenaëlle Audren		Mme Klein		Directrice école ND Major	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		M. Fontana	23/02/2016	Chef établissement Collège Anatole France	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren		Catherine Briand	23/02/2016	Coordinatrice PRE Marseille-centre – Politique de la ville	Entretien enregistré
Gwenaëlle Audren	et	Jane Bouvier	18/03/2016	Association L'école au présent pour la	notes

Virginie Baby Collin			scolarisation des enfants des bidonvilles de Marseille	
Gwenaëlle Audren et Virginie Baby Collin	Jane Bouvier	28/04/2016	Terrain bidonvilles-squat	Notes retranscrites
Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah	Jane Bouvier	Juin 2016	Entretiens dans un squat proche de la gare St Charles avec des familles Roms	notes
Gwenaëlle Audren	Blandine Hamoui	21/03/16	Prof UPE2A Longchamp	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren	Sandrine Faye	24/03/16	Prof math Longchamp	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren	Thierry Poulain	29/03/16	Proviseur adjoint lycée Thiers	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren	M.Philispart	01/04/16	Directeur école Korsec	Entretien enregistré +retranscription
Gwenaëlle Audren	Véronique Michaud	01/04/16	Prof UPE2A Vieux Port	Notes retranscrites
Gwenaëlle Audren	M. Garambois	05/04/16	Responsable service restauration scolaire Ville	Entretien enregistré
Gwenaëlle Audren	Emmanuelle Strauss	05/04/16	Proviseure Le Chatelier	Entretien enregistré
Gwenaëlle Audren	Mme Bilhaut	06/04/16	Directrice atelier Montessori, cité des associations	Entretien enregistré
Alexandra Greco	X	Avril 2015	Coordinatrice des Petits débrouillards (association)	Entretien enregistré
Alexandra Greco	X	Avril 2015	Coordinatrice de l'association Destination Familles	Entretien enregistré
Alexandra Greco	X	Avril 2015	Directrice du Préau des Accoules au Panier	Entretien enregistré
Alexandra Greco	X	Avril 2015	Directrice du centre de loisirs Baussenque au Panier	Entretien enregistré
Alexandra Greco	X	Avril 2015	Directeur du Centre de culture ouvrière au Panier (CCO)	Entretien enregistré

Acteurs du logement et de la ville, institutionnels et associatifs

Institutionnels

~ -	Interlocuteur(s):	Date	Objet/enjeu de l'entretien	Notes ou
l'entretien Florence Bouillon et Johanna Lees	mom et fonction Marc Guyot et Sarah Forgeat	22/04/2015	Mairie de Marseille, direction du développement urbain, services de l'aménagement et de l'habitat	Non Non
Virginie Baby Collin, Assaf Dahdah, David Escobar	Marc Guyot, Nadine Arnaldi	14/06/2016 et plusieurs entretiens	Mairie de Marseille, direction du développement urbain, services de l'aménagement et de l'habitat	Notes
Alexandra Greco et Johanna Lees	Madame Diederichs Diop	27/04/15	Service étude et prospective du CCAS	Non
Johanna Lees	Martine d'Allest	29/04/2015	Concessionnaire EHI pour Marseille habitat	Oui
Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon	Emmanuel Viennot	21 juillet 2015	Chef de Projet GIP Politique de la Ville Grand Centre Ville	Enregistré
Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren, Hélène Jeanmougin	Emmanuel Viennot, Gabrielle Rastouin et Sandra Benbrahim	Octobre 2015	Chef de Projet GIP Politique de la Ville Grand Centre Ville	Entretien de 3h, enregistré
Florence Bouillon et Johanna Lees	Gabrielle RASTOIN	Mai et juillet 2015	Chargée de Développement Territorial - 1er arrondissement GIP Politique de la Ville	Non
Gwenaëlle Audren	Gabrielle Rastouin et Sandra Benbrahim	17 décembre 2015	Chargée de Développement Territorial - 1er arrondissement et 2 ^{ème}	Entretien enregistré + +retranscription (1h45)
Hélène Jeanmougin	Emmanuel Viennot	3 novembre 2016	Chargé de projet du GIP Politique de la Ville sur le centre-ville (1er, 2ème et 3ème arrondissements)	
Hélène Jeanmougin	Anne Guilmin et Sandra Benbrahim	19 janvier 2016	Chargée de développement projets urbains sur le Centre-Ville (1er, 2ème et 3ème arrondissements). Chargée de la	

Hélène Jeanmougin Véronique Marzo 19 janvier 2016 GIP Politique de la Ville - Chargée de Mission Mémoire des Quartiers Hélène Jeanmougin Solange Biaggi 15 juin 2016 Mairie de Marseille - Adjointe au maire de Mission Mémoire des Quartiers Hélène Jeanmougin Virginie Baby Collin et Generale Audren Frédéric Roustan Frédéric Roustan Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren, Virginie Baby Collin et Marsie Roustan Virginie Baby Collin et Florence Hannin (chef de projet) et Magalie Morrisseau (son adj CV) Associatifs Associatifs Associatifs Aurore Leconte et 2015 Gwenaelle Audren Françoise Timolini Zinot/16 Aurore Leconte et 2016 Gwenaelle Audren Françoise Timolini Zinot/16 Aduer elas centre social Baussenque Françoise Timolini Zinot/16 Aduer elas Compagnie des Rèves Urbains Notes retranscrites		Т			Τ
Hélène Jeanmougin Véronique Marzo 19 janvier 2016 Mission Mémoire des Quartiers Hélène Jeanmougin Solange Biaggi 15 juin 2016 Mairie de Marseille - Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et l'Assource et Données Urbains et l'Assource et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe au maire de Passources et Données Urbains et Adjointe et Assources et Données Urbai				Politique de la Ville dans le 2ème	
Hélène Jeanmougin Véronique Marzo 19 janvier 2016 Mission Mémoire des Quartiers				I	
Hélène Jeanmougin Solange Biaggi Hélène Jeanmougin Solange Biaggi					
Hélène Jeanmougin Solange Biaggi 15 juin 2016 Adirie de Marseille - Adjointe au maire de Marseille - Adjointe au maire de Marseille, chargée du Commerce - Artisanat - Professions Libérales Grand Centre Ville Virginie Baby Collin et Generale Audren Waxime Vitalis Solange Biaggi Virginie Baby Collin et Peggy Rousselot Solange Biaggi Jean Picon et Peggy Rousselot 20 novembre 2015 Responsable de pôle Pôle Ressources et Données Urbaines AdAM service études, responsable (1h15) Fine Responsable de pôle Pôle Ressources et Données Urbaines Acama (Agance d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillae) Virginie Baby Collin, Florence Hannin (chef de projet) et Magalie Morrisseau (son adj CV) Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte et 22 juillet 2015 Hélène Jeanmougin Aurore Leconte et 22 juillet 2015 Hélène Jeanmougin Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Rasser Khorili Zalo4/2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini Zal/04/2016 Responsable CIERES Notes retranscrites	Hélène Jeanmougin	Véronique Marzo	19 janvier	GIP Politique de la Ville - Chargée de	
de Marseille, chargée du Commerce - Artisanat - Professions Libérales-Grand Centre Ville			2016	Mission Mémoire des Quartiers	
Virginie Baby Collin et Genadie Audren Waxime Vitalis Frédéric Roustan Virginie Baby Collin et Genadie Audren Virginie Baby Collin et Roustan Virginie Roustan Virgin	Hélène Jeanmougin	Solange Biaggi	15 juin 2016	Mairie de Marseille - Adjointe au maire	
Virginie Baby Collin et Gerand Centre Ville Wirginie Baby Collin et Gerand Centre Ville Wirginie Baby Collin et Gerand Centre Ville Virginie Baby Collin et Gerand Centre Ville Associatis Wirginie Baby Collin et Florence Bouillon Associatis Wirginie Baby Collin et Florence Bouillon Associatis Wirginie Baby Collin et Florence Bouillon Wirginie Baby Collin et Gerand Centre Ville Aurore Leconte et 2015 2015				de Marseille, chargée du Commerce -	
Virginie Baby Collin et Gwenaëlle Audren Entretien pris en notes (2015 Responsable de pôle Pôle Ressources et Données Urbaines Pole Ressources et Données Urbaines Entretien enregistré (1h)				Artisanat - Professions Libérales-	
Gwenaëlle Audren Maxime Vitalis S Novembre 2015 AGAM (Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) Chef de l'Agglomération Marseillaise) Chef de projet de l'aménagement urbain du centre-ville Virginie Baby Collin, Generale Bauillon Virginie Baby-Collin et Marta Stalia Aurore Leconte et 2015 Aurore Leconte et 2015 Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Françoise Timolini 28/04/2016 Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin et Responsable de pôle Ressources et Données Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) Chef de projet de l'aménagement urbain du centre-ville Entretien enregistré, prise de notes effectuée. Chef de Projet, Ville de Marseille, Délégation Générale Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains Hélène Jeanmougin Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Directrice de la Compagnie des Rêves Urbanism Directrice de la Compagnie des Rêves Urbanism Entretien enregistré Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Responsable CIERES Notes retranscrites Notes retranscrites Marseille est Notes retranscrites Marseille est				Grand Centre Ville	
Gwenaëlle Audren Maxime Vitalis S Novembre 2015 AGAM (Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) Chef de l'Agglomération Marseillaise) Chef de projet de l'aménagement urbain du centre-ville Virginie Baby Collin, Generale Bauillon Virginie Baby-Collin et Marta Stalia Aurore Leconte et 2015 Aurore Leconte et 2015 Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Françoise Timolini 28/04/2016 Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin et Responsable de pôle Ressources et Données Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) Chef de projet de l'aménagement urbain du centre-ville Entretien enregistré, prise de notes effectuée. Chef de Projet, Ville de Marseille, Délégation Générale Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains Hélène Jeanmougin Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Directrice de la Compagnie des Rêves Urbanism Directrice de la Compagnie des Rêves Urbanism Entretien enregistré Aurore Leconte et 2016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Responsable CIERES Notes retranscrites Notes retranscrites Marseille est Notes retranscrites Marseille est	Virginie Baby Collin et	Jean Picon	20 novembre	AGAM Directeur d'études /	Entretien pris en notes
Gwenaelle Audren Maxime Vitalis 5 Novembre AGAM, service études, responsable équipements et écoles 4 dequipements et écoles 4 de projet de l'anglomération Marseillaise) Chef de projet de l'anglomération Marseilla Urbanisme Aménagement urbain du centre-ville 4 de projet et Magalie Morrisseau (son adj CV) Service Projets Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets Urbanisme Aurore Leconte et Marta Stalla 2015 Urbanis et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves Urbains Urbains Urbains Urbains Urbains Entretien enregistré Urbains Urb		et Peggy Rousselot	2015	Responsable de pôle	
Maxime Vitalis S Novembre 2015 AGAM, service études, responsable équipements et écoles Frédéric Roustan S Janvier 2016 Janvier 2016 AGAM Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) Chef de projet de l'aménagement urbain du centre-ville Délégation Générale Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets Directrice de la Compagnie des rêves urbains Directrice de la C		363			
Hélène Jeanmougin Frédéric Roustan Frédéric Projet Frédéric Projet, Ville de Marseille, Chef de Projet, Ville de Marseille Frojet de l'aménagement urbain Frenéren Frenégistré Fren	Gwenaëlle Audren	Maxime Vitalis	5 Novembre		Entretien enregistré (1h)
Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte et Marta Stalla Hélène Jeanmougin Aurore Lecomte Gwenaëlle Audren Aurore Lecomte Marta Stalla Gwenaëlle Audren Françoise Timolini Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Baby Collin, Baby Collin, Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin et Françoise Timolini Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin et Françoise Timolini Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Wirginie Baby Collin et Françoise Timolini Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin, Kasser Khorili Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Bouillon Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Bouillon Virginie Baby Collin et Bouillon Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Marseille Virginie Baby Collin et Marseille Assaf Dahdah Margot Bonis Virginie Baby Collin et Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en				, · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	. ,
Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte et Marta Stalla Hélène Jeanmougin Gwenaëlle Audren Aurore Lecomte Marta Stalla Gwenaëlle Audren Françoise Timolini Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Gwenaëlle Audren Gwenaëlle Audren Françoise Timolini Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Generate Urbanisme Aménagement et Habitat, Service Projets Urbanis Directrice de la Compagnie des rêves urbaniss et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbaniss Hélène Jeanmougin Aurore Lecomte Todecembre 2016 Directrice de la Compagnie des Rêves Urbanis Entretien enregistré Aurore Lecomte Responsable CIERES Notes retranscrites Virginie Baby Collin et Françoise Timolini Virginie Baby Collin et Forence Bouillon Virginie Baby Collin et Forence Bouillon Virginie Baby Collin et Soullin et Assaf Dahdah Margot Bonis 18/05/2016 Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Hélène Jeanmougin	Frédéric Roustan	26 janvier	AGAM (Agence d'Urbanisme de	
Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren, Virginie Baby-Collin et Florence Hannin (chef Gwenaelle Audren, Gwenaelle Audren, Gwenaelle Audren, Virginie Baby-Collin et Florence Hannin (chef Gwenaelle Audren, Gwenaelle Audren, Gwenaelle Audren, Gwenaelle Audren, Gwenaelle Audren, Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte et Z015 guillet Z015 guillet Z015 guillet Z015 gurbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Urbains et architecte urbaniste de la Compagnie des Rêves Urbains et architecte urbains et architecte urbaniste de la Compagnie des Rêves Urbains et architecte urbains et architecte urbains et architecte urbains	, 5				
Virginie Baby Collin et Florence Hannin (chef Gwenaelle Audren, Gw					
Virginie Baby Collin de projet) et Magalie Morrisseau (son adj CV) Associatifs Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte Marta Stalla Françoise Timolini Virginie Baby Collin Baby					
Gwenaelle Audren, de projet) et Magalie Morrisseau (son adj CV) de la projet de magalie Audren, Morrisseau (son adj CV) de la ménagement et Habitat, Service Projets de notes effectuée. Associatifs Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon de Marta Stalla de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains d	Virginie Baby Collin,	Florence Hannin (chef	15 octobre	Chef de Projet, Ville de Marseille,	Entretien enregistré,
Associatifs Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon Hélène Jeanmougin Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren Virginie Baby Collin et Prançoise Timolini Virginie Baby Collin et Virginie Baby Collin et Proper Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Margot Bonis Assaf Dahdah					· ·
Associatifs Virginie Baby-Collin et Reflère Jeanmougin Hélène Jeanmougin Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren, Virginie Baby Collin et Sasaf Dahdah Aurore Leconte 1005/2016 Virginie Baby Collin et Responsable CIERES Virginie Baby Collin et Responsable CIERES Virginie Baby Collin et Simon Lavabre Directrice de la Compagnie des rêves urbains Directrice de la Compagnie des Rêves Urbains Directrice de la Compagnie des Rêves Urbains Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Notes retranscrites Notes retranscrites Notes retranscrites Directeur territorial ADOMA, secteur Marseille est Virginie Baby Collin et Assaf Directeur de Médecins du Monde Marseille Notes retranscrites Notes retranscrites	,			0	
Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte Marta Stalla Hélène Jeanmougin Aurore Lecomte Françoise Timolini Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren, Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Pais Compagnie des Rêves (Swesnaelle Audren) Virginie Baby Collin et Rasser Khorili Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Cyrille Metal Virginie Baby Collin et Rasser Khorili Virginie Rasser Khorili				,	
Virginie Baby-Collin et Florence Bouillon Aurore Leconte Marta Stalla Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Notes retranscrites Notes retranscrites Marta Stalla Aurore Leconte Aurorita Adulta relais centre social Baussenque Entretien enregistré Notes retranscrites Aurorita Aurorita Adulta relais centre social Baussenque Entretien enregistré Notes retranscrites Notes retranscrites Aurorita Aurorita Adulta relais centre social Baussenque Entretien enregistré Notes retranscrites Aurorita Aurorita Adulta relais centre social Baussenque Entretien enregistré Notes retranscrites Aurorita Aurorita Adulta Relais A	Associatifs				
Florence Bouillon Marta Stalla Z015 Urbains et architecte urbaniste de la compagnie des rêves urbains Hélène Jeanmougin Aurore Lecomte Z016 Gwenaëlle Audren Françoise Timolini Z1/04/16 Virginie Baby Collin, Gwenaelle Audren, Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Simon Lavabre Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Margot Bonis Marta Stalla Z015 urbains et architecte urbaniste de la compagnie des Rêves Directrice de la Compagnie des Rêves Urbains Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Responsable CIERES Notes retranscrites Notes retranscrites Marseille est 16/06/2016 Directeur territorial ADOMA, secteur Notes retranscrites Marseille Notes retranscrites Marseille Notes retranscrites Marseille Notes retranscrites Marseille					
Compagnie des rêves urbains Hélène Jeanmougin Aurore Lecomte 7 décembre 2016 Urbains		Aurore Leconte et	,		Enregistré
Hélène Jeanmougin Gwenaëlle Audren Françoise Timolini Virginie Baby Collin, Gwenaëlle Audren, Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Aurore Lecomte 7 décembre 2016 Responsable CIERES Directeur territorial ADOMA, secteur Marseille Directeur de Médecins du Monde Mordes Marseille Directeur fenmes (HPF) jusqu'en	Florence Bouillon	Marta Stalla	2015	urbains et architecte urbaniste de la	
Gwenaëlle Audren Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Entretien enregistré Virginie Baby Collin, Kasser Khorili 28/04/2016 Responsable CIERES Notes retranscrites Gwenaelle Audren, Virginie Baby Collin et Cyrille Metal 20/05/2016 Directeur territorial ADOMA, secteur Notes retranscrites Florence Bouillon Marseille est Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Margot Bonis 18/05/2016 Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en				compagnie des rêves urbains	
Gwenaëlle Audren Virginie Baby Collin, Kasser Khorili Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Françoise Timolini 21/04/16 Adulte relais centre social Baussenque Responsable CIERES Notes retranscrites	Hélène Jeanmougin	Aurore Lecomte	7 décembre	Directrice de la Compagnie des Rêves	
Virginie Baby Collin, Kasser Khorili Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Kasser Khorili 28/04/2016 Responsable CIERES Notes retranscrites Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en			2016	Urbains	
Gwenaelle Audren, Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Margot Bonis Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Margot Bonis Directeur territorial ADOMA, secteur Notes retranscrites Marseille est Notes retranscrites Marseille Notes retranscrites Marseille Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Gwenaëlle Audren	Françoise Timolini	21/04/16	Adulte relais centre social Baussenque	Entretien enregistré
Virginie Baby Collin et Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Cyrille Metal 20/05/2016 Directeur territorial ADOMA, secteur Marseille est Notes retranscrites Marseille Notes retranscrites Marseille Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Virginie Baby Collin,	Kasser Khorili	28/04/2016	Responsable CIERES	Notes retranscrites
Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Margot Bonis Marseille est 16/06/2016 Directeur de Médecins du Monde Monde Marseille Marseille Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Gwenaelle Audren,				
Florence Bouillon Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah Assaf Dahdah Margot Bonis Marseille est 16/06/2016 Directeur de Médecins du Monde Monde Marseille Marseille Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Virginie Baby Collin et	Cyrille Metal	20/05/2016	Directeur territorial ADOMA, secteur	Notes retranscrites
DahdahMarseilleAssaf DahdahMargot Bonis18/05/2016Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Florence Bouillon		, ,	Marseille est	
DahdahMarseilleAssaf DahdahMargot Bonis18/05/2016Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	Virginie Baby Collin et Assaf	Simon Lavabre	16/06/2016	Directeur de Médecins du Monde	Notes retranscrites
			, ,	Marseille	
	Assaf Dahdah	Margot Bonis	18/05/2016	Hospitalité Pour Femmes (HPF) jusqu'en	

		entretiens 2016-17	2017	
Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah	Jean Pierre Cavalié	Juin 2016	Directeur de la CIMADE, Marseille	Notes retranscrites
Virginie Baby Collin et Assaf Dahdah	Marjolaine Ducrocq, Benedetta Badii	4 mai 2016	Réunion organisée par la FNARS (Fédération Nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale) – Marseille	3h, notes retranscrites
Virginie Baby Collin, Assaf Dahdah, David Escobar	Behar Benaissa	Notes retranscrites		
David Escobar	André Gachet et Fatih Bouaroua	8 avril 2016	Ancien responsable de l'étude de l'ALPIL sur les hôtels meublés dans les années 1980 ; Responsable PACA de la Fondation Abbé Pierre	Enregistré et retranscrit
Un centre ville pour tous , David Escobar	Fatih Bouaroua		Responsable fondation Abbé Pierre Paca	Oui en partie
Johanna Lees	Nathalie Castéran	29/04/2015	Chargée de mission centre ville Compagnons Bâtisseurs	Non
Florence Bouillon et Johanna Lees	Sabah BEKEIRA	23/04/2015	Chargée de mission population âgée AMPIL	Non

Entretiens avec des gérants d'hôtels meublés (2015-16) – Assaf Dahdah et Virginie Baby-Collin

Prénom	Date de naissance	Nationalité	Hôtel Quartier	Date d'accès à la gestion	Modalité d'accession	Propriétaire des murs
Toufik	1965	Algérie	Richemond	2002	Achat	N
Malika	1950'	Algérie	La Pomme	2011	Héritage	0
Shalom	1960	Tunisienne	Turin	2005	Achat	N
Salim	1960'	Algérie	Renaissance	1995	Achat	0
Cherif	1956	Algérie	Benze	2014	Achat	N
Aloua	1952	Algérie	Marseille	1980	Achat	N
Најјі	1935	Algérie	Palud	1982	Achat	N
Makhlouf	1960'	Algérie	Monte Cristo	2000	Achat	0

Mehdi	1995	Franco	Duc	1992 (père)	Achat	N
Mohamed	1961	Algérie	Capucines	1986	Achat	N
Најј	1930'	Algérie	Beau Soleil	1979	Achat	N
Mehdi		Algérie	Edouard VII	2015 (SARL)	Achat	0
Abderahman	1950'	Algérie	Toulon	2005	Achat	N
Ali	1950'	Franco	Trianon	2000	Achat	N
Salim	1990'	Algérie	Impérial	2010	Achat	N
Bilal	1972	Franco	Tarek	1999	Héritage	0
Jean Michel	1950'	Napolitain, associé	Terminus des	2004	Achat	N
		algérien	ports - PANIER			0
M et Mme C.	1940'	algériens	Relax -	1994	Achat	N
						0

Entretiens avec des habitants du centre ville

Entretiens avec des résidents / occupants d'hôtels meublés (2015-16) – Assaf Dahdah et Virginie Baby-Collin

	Année de			année/période	
Prénom	naissance	Nationalité	Hôtel – quartier	d'installation	Satut - activité
					Titre de séjour -
Mohamed	1952	Tunisienne	Marinella – Chapitre	2000	Allocation invalidité
Patrick (concierge)	1957	Française	Coq – Chapitre	2005	Concierge
Kerim	1965	Algérienne	Pied-à-Terre - Thiers	2014	Titre de séjour - Chômeur
Mohamed	1983	Syrienne	Richemond - Belsunce	Octobre 2015-Janvier 2016	Demandeur d'asile
Noura	1990	Syrienne	Petit Paris - Belsunce	Octobre 2015-Janvier 2016	Demandeur d'asile

Djilali	1950	Algérienne	Sans nom Belsunce	1996	Titre de séjour - Retraité
Eyad	1986	Syrienne	Trianon – Chapitre	Octobre 2015-Novembre 2015	Demandeur d'asile
Walid	1984	Algérienne	Trianon – Chapitre	Octobre 2015	Demandeur d'asile
Abbas	1983	Syrienne	Richemond - Belsunce	Janvier 2016	Demandeur d'asile
Belhaoues	1954	Algérienne	Impérial – Belsunce	Octobre 2015-Novembre 2015	Visa touriste - Chômeur
Liliana	1970	Serbe	Richemond puis Univers - Noailles	Juin 2015 - Mars 2016	Demandeur d'asile
Nico	1978	Serbe	Palym – Belsunce	Mai 2015-Décembre 2015	Demandeur d'asile
Abdelkader	1937	Algérienne	Sans nom – Noailles	Octobre 2015	Titre de séjour - hospitalisation
Anonyme	1956	Marocain	Triomphe - Belsunce	Décembre 2015	Titre de séjour - Chômeur
Muharem	1983	Kosovar	Richemond - Belsunce	Juin 2015 - Février 2016	Demandeur d'asile
Raeda	1984	Syrienne	Palym – Belsunce	Septembre 2015	Demandeur d'asile
Mohamed	1980	Syrienne	Palym – Belsunce	Septembre 2015 - janvier 2016	Demandeur d'asile

Entretien avec des habitant.e.s du quartier Plaine/Cours Julien (Hélène jeanmougin)

Date	Prénom	Âge	Adresse	Statut dans le quartier	Statut d'occupation du logement		Situation familiale
28 novembre 2015	Mado	84 ans	Rue Loubière (6ème)	Résidente depuis sa naissance	Propriétaire	Retraitée, ancienne metteuse en scène	Veuve, 2 enfants
10 décembre 2015	Laurent	45 ans	Rue Curiol (1er)	Résident depuis 2005	Propriétaire	Journaliste	Marié, 2 enfants
14 décembre	Mathieu	33 ans	Rue Loubière	Résident depuis	Propriétaire	Ingénieur en informatique	Marié,

2015			(6ème)	2014			2 enfants
9 décembre 2015, 16 décembre 2015	Yvelines	69 ans	Rue Thiers (1er)	Résidente depuis 2000	Propriétaire	Retraitée	Mariée, 2 enfants
25 janvier 2016	Justine	28 ans	Rue Nau (6ème)	Résidente depuis 2014	Locataire	Journaliste	Célibataire
27 janvier 2016	Christine	42 ans	Rue de Lodi (6ème)	Résidente dans le quartier depuis 2005, déménagement au Roucas Blanc et revenue dans le quartier en 2015	Propriétaire	Illustratrice	Mariée, 1 enfant
25 février 2016	Jean-Luc	45 ans	Rue Thiers (1er)	Résident dans le quartier depuis 2005	Propriétaire	Pompier	Marié (femme médecin), 3 enfants
11 mars 2016	Nicolas	43 ans	Aubagne	Ancien résident du quartier puis Noailles puis Aubagne	Propriétaire	Intermittent à France 3 Région	Marié, 1 enfant
11 mars 2016	Isabelle	46 ans	Cours Julien (6ème)	Résidente depuis 2006	Propriétaire	Employée dans une banque	Mariée, 2 enfants
14 mars 2016	Jérémy	40 ans	Cours Julien (6ème)	Résident depuis 2007	Propriétaire	Kinésithérapeute et ostéopathe	Marié (femme médecin), 2 enfants
21 mars 2016	Riton	45 ans	Rue Sénac (1er)	Résident depuis 2006	Propriétaire	Artiste	En concubinage (femme artiste), 3 enfants
22 mars 2016	Nathalie	46 ans	Rue Benoît Malon (5ème)	Résidente depuis 2005	Locataire	Ancienne directrice du théâtre du Merlan, en « années sabbatiques » (chômage)	Divorcée, 1 enfant
18 mai 2016	Stéphane	40 ans	Rue de l'Olivier (5ème)	Résident depuis sa naissance	Hébergé chez son père	Au chômage (allocation d'invalidité)	Divorcé (ex-femme est aide-soignante), 1 enfant
18 mai 2016	Marie-Jo	56 ans	Rue Nau (6ème)	Résidente du	Locataire	Au chômage	Mariée (mari à la retraite,

				quartier depuis les années 70, dans son logement depuis 1991			anciennement ouvrier), 1 enfant	
20 mai 2016	Yasmina	27 ans	Rue Vian (6ème)	Née dans le quartier, hébergée chez sa mère depuis son retour en Algérie en 2014	Hébergée	Agent d'entretien	Mariée (mari au chômage), 1 enfant	
30 mai 2016	Rolande	68 ans	Rue de l'Olivier (5ème)	Résidente depuis 1993	Locataire	Au chômage	Veuve (le mari était commercial), 1 enfant	
4 juin 2016	Annie	69 ans	Rue Pierre Lalou (5ème)	Résidente depuis 1985	Locataire	Retraitée	Veuve (le mari était veilleur de nuit), 3 enfants	
6 juin 2016	Edith	56 ans	Rue Horace Bertin (5ème)	Résidente depuis 2000	Propriétaire	Auxiliaire de vie sociale en maison de retraite	Mariée (mari au chômage), 1 enfant	
6 juin 2016	M. Blache	90 ans	Place Jean-Jaurès (1er)	Résident depuis sa naissance en 1926	Locataire	Retraité (ancien cheminot)	Veuve (sa femme était femme au foyer), 10 enfants	
20 juin 2016	Virgine	46 ans	Rue Pierre Lalou (5ème)	Résidente depuis 2002	Propriétaire	Enseignante	Mariée, 2 enfants	

Entretiens avec des acteurs du quartier de la Plaine

Date	Nom	Structure	Fonction		
20 octobre 2016	Marta Stalla	Assemblée de la Plaine (Collectif d'habitant.e.s)	Membre du collectif		
30 novembre 2016	Alessi dell'Umbria	Assemblée de la Plaine	Membre du collectif, historien		
7 janvier 2016	François Mollard	École primaire Eydoux	Directeur		
18 janvier 2016	Anne-Patricia Lesage	Agence immobilière « Marseille en Ville »	Directrice commerciale et responsable de la communication		
29 janvier 2016	Nicolas Lamas	CIQ Canebière-Gambetta	Président		
24 février 2016	Karim	Epicerie « L'orangerie » (boulevard Chave)	Gérant		
4 mars 2016	Marie-Thérèse Rochedix	Association Maison du Vallon	Psychologue accueillante		
7 mars 2016	Annie Christophe	CIQ Chave-Eugène Pierre	Présidente		
23 mars 2016	Marianne Doullay (Loli)	Association Cours Julien	Présidente		

Entretiens avec des résidents du Domaine Ventre (David Emain, 2017)

Adresse Copropriété	âge	Activité	Revenus du foyer par mois	Nombre de personne sous le même toit	Nombre d'enfants (et âge)	Propriétaire / Locataire	Emménagemen t dans le domaine Ventre	Précédent lieu d'habitation	Superficie du logement	Nombre de pièces
3-10	37 et 37	Contractuel de la fonction publique territoriale, enseignant	5000	3	1 (4 ans)	Propriétaire	2012	Rue Paradis	100	4
3-10	58	Invalide	-de 1000	1	0	Locataire	1999	Rue d'Italie	40	1
3-10	25 et 27	étudiants	-de 1000	2	0	Locataire	2016	Etranger	35	2
3-10	60	Artiste	1000 à 2000	2	0	Propriétaire	Début années 2000		210	6

3-10	62	Retraité	1000 à 2000	1	0	Propriétaire	1998	Rue d'Aubagne	75	2
3-10	38 et 41	Gérant de commerce et expert comptable	+ de 6000	3	1 (moins d'un an)	Propriétaire	2015	Marseilleve yre	250	4
3-10	62 et 59	Commerçant et créatrice	+ de 6000	2	0	Propriétaire	1994	Rue Grignan	210	6
12-14	32 et 33 ans	Chômeur+ Employé dans la restauration	2000 euros	4	2 (1 an et 9 ans)	Locataires	2016	Baille	35	2
12-14	37 et 35	Artiste et créateur	1000 à 2000	2		Locataires	2010		35	2
12-14	30 et 29 ans	Employé dans la sécurité, sans activité	1000 à 2000	2	0	Locataires	2014	Saint Charles	35	1
12-14	53	Cadre supérieure	+ de 3000	1	0	Propriétaire			+de 100	5
12-14	27	Danseuse	2000	1	0	Propriétaire	2017	Région parisienne	40	2
12-14	32 et 29	Ingénieur mécanicien et enseignante	2 à 4000	2	0	Propriétaire	2016	Centre-ville de Marseille	102	4
12-14	Plus de 40	architecte		4	2	Propriétaire			Plus de 100	
19-24	34 ans	Barman dans le 7 ^{ème}	1000 à 2000	1	0	Locataire	2017	Rue Sénac	22	1
19-24	39 et 41	Précaire et sans activité	-de 2000	7	5 (3, 5, 7, 12, 14)	Locataire	2013	joliette	75	4
19-24	46	Sans activité	-de 1000	1		Locataire	2010	Saint Charles	40	1
19-24	52	Réceptionniste au Vieux Port	2000	1	0	Propriétaire	2013	Aix en Provence	30	2
19-24	47	Fonctionnaire PJJ Bougainville	2000	1	0	propriétaire	2006	Square Protis	50	3
19-24	24	Service civique	-de 1000	1	0	Locataire	2017	Malpassé	8	1
19-24	80	Retraité	-de 1000	1	0	Locataire	2002	Marseille	35	1
19-24	35	Vendeur à la Plaine	1000	1	0	Locataire	2013	Sénac	30	1
19-24	27 et		-de 1000	2	0	Locataire	2016	étranger	9	1
	24	Jérôme						<i>y</i>		
19-24	58	retraité	1000	1	0	Propriétaire	1980	Panier	60	3
35-37	35 et		4 à 6000	4	2	propriétaire	2013	Longchamp	100	4
				=	_	r r - 10 tall 0		op		-

35-37	35 36 et 34	et Saint charles Enseignant et directrice administrative	2 à 4000		4	2 (1 et 4ans),	propriétaire	2012	Longchamp	100	4
35-37	38 et 38		6000		4	2	propriétaire	2012	Réformés	135	5
35-37	43 et 39	Infirmier/production musicale et demande d'emploi	4 à 6000		2	0	Propriétaire	2006	Gambetta	130	5
35-37	50 et 50 ans	Vendeuse et vendeur	+de 6000		2	0	propriétaire	1986	République	100	1
35-37	35 et 38 ans	Ingénieur et mère au foyer	4 à 6000		5	3 (4, 6 et 8 ans)	Propriétaire	2005	Rue d'Aubagne	120	4
78	25 et 27	Recherches d'emploi	-1000		2	0	locataires	2016	Quartier nord	45	2
78	30 et 32	Ingénieur et pédiatre à Aix	+de 6000		3	1 (1 an)	locataire	2010	Longchamp	65	2
78	22 et 22	Fin de contrat, recherche d'emploi	-de 2000		2		locataire	2014	Vaucluse	70	3
78	39	acteur	+de 6000		1		locataire	2016	Vincennes	20	1
78	45	Employé	1000 2000	à	1		locataire			65	1
78	55	Employée	1000 2000	à	1		Locataire			40	2
78	40	Hôtesse d'accueil	1000 2000	à	1		Locataire	2016	Rue d'Aubagne	35	2
78	38	Sans activité	1000 2000	à	4	3 (1, 4 et 12 ans)	Locataire	2011	Rue Barthélémy	120	2
78	61	Retraité	-de 1000		1	,	Locataire	1979	9ème	65	2
78	50	Sans activité	-de 1000		2	1 (11 ans)	Locataire	2014	Rue Moustier	68	3

TABLE DES MATIERES

KEMEKCIEMEN 15	3
CONTRIBUTEURS A LA RECHERCHE	5
INTRODUCTION	7
MARSEILLE: LA FIN DES QUARTIERS-TREMPLINS?	10
TROIS TERRAINS FRANCILIENS AUX MARGES DE LA VILLE-LUMIERE	11
METHODOLOGIE	13
UN RAISONNEMENT EN TROIS TEMPS	16
Appendice methodologique	18
La mise en perspective statistique et cartographique des terrains étudiés	18
LES ENQUETES CONDUITES EN ILE-DE-FRANCE	19
Le terrain dyonisien (Saint-Denis)	19
L'enquête à Ivry-sur-Seine	21
Le terrain bellevillois	22
LES ENQUETES CONDUITES A MARSEILLE	26
CARTES DE SITUATION DES TERRAINS ETUDIES	31
PREMIERE PARTIE - MAINTIEN DU QUARTIER POPULAIRE ?	37
CHAPITRE 1 - LES CADRES DIRIGES DE LA MUTATION	37
I. MARSEILLE: UN CENTRE-VILLE A « RECONQUERIR »	39
I.1. UNE VILLE EN CRISE, UN CENTRE A « REVITALISER »	41
I.2. Rehabiliter: pour qui?	45
I. 3. CINQ QUARTIERS INVESTIGUES	49
II- LES CADRES DIRIGES DE LA MUTATION EN ILE-DE-FRANCE	52
II.1. LE DEVENIR DES QUARTIERS POPULAIRES DANS UNE REGION METROPOLITAINE EN QUE	TE DE DISTINCTION
	52
II. 2. LA MUTATION PROGRAMMEE DES QUARTIERS ET VILLES POPULAIRES	56
II. 3. SITES ET PISTES D'ANALYSE	59
II.3.1 Belleville : mutations et résistances d'un quartier populaire	59
II.3.2 D'Ivry-port à Ivry Confluences : la ville ordinaire en transition ou en surs	is dans un grand
projet de renouvellement urbain	63
II.3.3. Du quartier Gare de Saint-Denis à Gare-Confluences : une rénovation urba	ine de facto dans
une enclave multi-ethnique d'un centre-ville métropolitain	65
Conclusion	66

CHAPITRE 2 - TRANSFORMATIONS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE QUARTIERS EN
TRANSITION (1990-2012) 69
INTRODUCTION 69
METHODOLOGIE 70
I. DES QUARTIERS D'ACCUEIL POPULAIRES ? UNE APPROCHE PAR LE PEUPLEMENT 71
I.1. UNE CROISSANCE DE POPULATION FAIBLE MAIS HETEROGENE 71
I.2. DES POPULATIONS JEUNES 77
I.3. Personnes seules, familles monoparentales et nombreuses : des structures familiales
SPECIFIQUES?
I.4. DES QUARTIERS A TRES FORTE PRESENCE ETRANGERE ET IMMIGREE 80
I.5. DE FORTES DIFFERENCIATIONS EN TERMES DE FORMATION 86
I.6. DES CONTRASTES REDOUBLES PAR LA GEOGRAPHIE DES PROFESSIONS 88
I.7. DES QUARTIERS MARQUES PAR LA PRECARITE 95
II. VETUSTE ET INSTABILITE RESIDENTIELLE CONFRONTES A L'INTERVENTION PUBLIQUE 106
II.1. UN PARC DE LOGEMENTS VETUSTE ET DES LOGEMENTS EXIGUS, MALGRE UNE PROGRESSION
CONSIDERABLE DES NIVEAUX DE CONFORT 106
II.2. Une vacance revelatrice des transformations urbaines en cours
II.3. LE LOGEMENT SOCIAL, UNE CLAIRE LIGNE DE DIFFERENCIATION ENTRE MARSEILLE ET L'ÎLE DE FRANCI
117
II.4. DES OCCUPANTS PRINCIPALEMENT LOCATAIRES, ET UNE FORTE INSTABILITE RESIDENTIELLE 118
CONCLUSION 122
CHAPITRE 3 - INEGALITES ET DIVERSITE DES TRAJECTOIRES RESIDENTIELLES DANS
L'HYPERCENTRE DE MARSEILLE 125
INTRODUCTION 125
I. CREUSEMENT DES INEGALITES ET PROFILS DIFFERENCIES DES QUARTIERS CENTRAUX DE MARSEILLE 126 I.1. EN HAUT DE LA CANEBIERE : LE CHAPITRE ET THIERS, DEUX QUARTIERS EN COURS DE GENTRIFICATION
1.1. EN HAUT DE LA CANEBIERE : LE CHAPITRE ET THIERS, DEUX QUARTIERS EN COURS DE GENTRIFICATION 134
 I.2. LE PANIER, QUARTIER INTERMEDIAIRE EN TRANSITION I.3. NOAILLES ET BELSUNCE: LA PERSISTANCE DE QUARTIERS PRECAIRES A FORTE PRESENCE IMMIGREE 135 136
II. LE DOMAINE VENTRE, UN ISOLAT GENTRIFIE A NOAILLES?
II. 1. UN DOMAINE ANCIEN, ILOT DEGRADE A FORT POTENTIEL AU CŒUR DE NOAILLES 142
II.2. TRANSFORMATION DU LIEU ET FERMETURE RESIDENTIELLE: LE TOURNANT DES ANNEES 1990
II.3. HETEROGENEISATION DU PEUPLEMENT 143
II.4. DES FORMES D'AGREGATION SOCIALE PAR LE HAUT, ISSUES DE STRATEGIES RESIDENTIELLES
CONVERGENTES 147

II.5. MICRO-FRAGMENTATIONS ET TENSIONS	149
III. CITADINS DU CENTRE VILLE. PORTRAITS.	155
III.1. LE PARCOURS DE SALWA ET SA FAMILLE : UNE ERRANCE MEDITERRANEENNE, DE HOMS A	SALON-DE-
Provence	155
III.2. Rene, locataire retraite, de longue date a Noailles	158
III.3. Antoine et Rose, pionniers de la gentrification du Domaine Ventre?	160
III.4. GEORGETTE, PHILIPPE & JEANNE, JEAN & GIULIA: L'ACCES A LA PROPRIETE POUR DE	ES CLASSES
MOYENNES A SUPERIEURES A FORT CAPITAL CULTUREL EN CENTRE-VILLE, AU DOMAINE VENTRE	162
III. 4. PIERRE ET RAPHAËLLE, UN COUPLE DE GENTRIFIEURS A BELSUNCE	165
DEUXIEME PARTIE - UNE ACTION PUBLIQUE EN TENSION	169
CHAPITRE 4 - LES COMMERCES : RETRACTATION, INADAPTATION ET REQUALIF	CATION
	169
I. L'IMAGINAIRE COLLECTIF D'UN COMMERCE INADAPTE	170
I.1. LES MOTS DU COMMERCE ET DE LA DIVERSITE	170
I.2. Rhetorique du quartier en declin et de la pauperisation	173
I.3 LES FACETTES DU COMMERCE « INADAPTE », COMMERCE EN SERIE ET COMMERCE DE RUE	179
I.4. Ambivalence des discours	186
II. Un commerce aux effets de niche	191
III. LES AVANCEES DE LA GENTRIFICATION COMMERCIALE A BELLEVILLE, L'AMORCE D'UN DE	CROCHAGE
ENTRE COMMERCES ET POPULATION RESIDENTE	193
IV. Une faible concertation avec les residents et les commerçants	197
IV. 1. Entre accompagnement, normalisation et oubli	197
IV.2. Relation entre le service commerce et les commerçants	200
Conclusion	202
CHAPITRE 5 - LA DISPARITION PROGRESSIVE DE L'HABITAT DEGRADE ET 1	OU PARC
SOCIAL DE FAIT	205
Introduction	205
I. DES QUARTIERS TREMPLINS A L'HABITAT DEGRADE	206
I.1. Une importance inegale du parc degrade selon les quartiers	206
I.2. L'HABITAT INSALUBRE, « REFUGE » DES PRECAIRES ET DES SANS TITRES	210
II. UNE DISPARITION PROGRESSIVE DE L'HABITAT DEGRADE A BELLEVILLE SUITE AUX DI	FERENTES
POLITIQUES PUBLIQUES	222
II.1. BELLEVILLE: DE LA RENOVATION URBAINE CONTESTEE A UNE ACTION PUBLIQUE MESUREE	222

II.1.1. Un laboratoire urbain de la lutte contre l'habitat dégradé	222
II.1.2. L'abandon progressif d'une politique de quartier	226
III. SAINT DENIS ET IVRY: LE RENOUVEAU DES POLITIQUES EN DIRECTION DU PARC INSALU	BRE AU
TOURNANT DES ANNEES 2000	228
III.1. LA MISE EN PLACE DE POLITIQUES GEOGRAPHIQUEMENT CIBLEES	228
III.2. DES PROGRAMMES D'AMENAGEMENT SUR DES QUARTIERS STRATEGIQUES	230
IV. Qu'ADVIENT-IL DES POPULATIONS LOGEES DANS LE PARC INSALUBRE ?	235
IV.1. UN RELOGEMENT DANS ET HORS DU QUARTIER SELON LES TERRAINS	235
IV.2. UN ATTACHEMENT AU QUARTIER DIFFERENCIE	237
IV.3. DES MOBILISATIONS « POUR » LES EXCLUS DU RELOGEMENT ET « DES » PERSONNES IMPACTEES	240
IV.3.1. Le talon d'Achille du relogement	240
IV.3.2. des mobilisations ponctuelles sur des enjeux peu lisibles et peu dicibles	241
Conclusion	252
CHAPITRE 6 - LES HOTELS MEUBLES, OU LE DEVENIR D'UN PARC SOCIAL DE FAIT M	<u>ENACE</u>
	255
Introduction	255
I. Entre resilience, adaptation et disparition. La transformation du parc hotelier	MEUBLE
	260
I.1. L'EVOLUTION DU PARC D'HOTELS MEUBLES	260
I.2. ACTIONS ET EFFETS DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR RESORBER CE SEGMENT HOTELIER	263
I.3. LE PARC DES HOTELS MEUBLES AUJOURD'HUI	270
II. GERANTS ET OCCUPANTS. HISTOIRES FAMILIALES, TRAJECTOIRES MIGRATOIRES ET PROFESSION	INELLES
	278
II.1. GERER UN HOTEL MEUBLE	278
II.2. DES CHIBANIS A UNE CLIENTELE PLUS DIVERSIFIEE	282
III - LA MISE A L'ABRI DES PERSONNES VULNERABLES: LES HOTELS MEUBLES DANS LES DISF	OSITIFS
D'HEBERGEMENT D'URGENCE	288
III.1. DISPOSITIFS ET ACTEURS DE L'HEBERGEMENT D'URGENCE VERSUS CONTRAINTES ADMINISTRAT	'IVES ET
BUDGETAIRES	288
III.2. FINANCEMENTS PUBLICS DES HOTELS MEUBLES ET DIVERSIFICATION DU PUBLIC OCCUPANT	291
III.3. COMPARAISON DE LA TRAJECTOIRE DE DEUX FAMILLES PASSEES PAR UN HOTEL MEUBLE DU	ENTRE-
VILLE	295
III.3.1. De l'hôtel, à la rue, en passant par l'expérience du squat. L'extrême précarité d'une	famille
serbe à Marseille	296
III.3.2. De l'hôtel au CADA, l'expérience d'une famille syrienne à Marseille	297

Conclusion	298
PARTIE 3 – ACCUEIL, SOUTIENS, HOSPITALITE	301
CHAPITRE 7 - L'ECOLE, UN LIEU D'ANCRAGE DANS LA VILLE ?	301
Introduction	301
I. LA VILLE A L'ECOLE : AJUSTEMENTS LOCAUX ET CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE RES	SOURCES
POTENTIELLES	303
I.1. De necessaires ajustements locaux : Actions et adaptations des directeurs face au α	ONTEXTI
LOCAL	304
I.1.1. Une adaptation au contexte scolaire local	304
I.1.2. Une adaptation à la diversité des profils des parents d'élèves	305
I.1.3. Différentes adaptations face à l'hétérogénéité des enfants	306
I.2. L'ecole, point de convergence / lieu d'activites plurielles et support de sol	JDARITE
MULTIPLES?	307
I.2.1. Un lieu d'apprentissage et d'ouverture culturelle pour les enfants	307
I.2.2. L'école un lieu vecteur d'actions solidaires	308
II. L'ECOLE, UNE RESSOURCE POUR L'ANCRAGE DES PARENTS D'ELEVES DANS L'ESPACE URBAIN	309
II.1. LES ECOLES, DES LIEUX D'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL POUR LES DIFFERENTS PARENTS	310
II.1.1. Associations et mobilisations de parents d'élèves entre inclusion et exclusion	310
II.1.2. Rentrer dans l'école pour s'adapter à la ville: les établissements scolaires	comme
ressources sociales pour les parents en difficulté	314
II.1.3. Les cours de FLE : une ressource multiple pour les parents allophones	314
II.2. L'ECOLE AU CŒUR DU QUARTIER : UN ESPACE DE PROXIMITE POUR TOUS LES PARENTS	316
II.2.1. Les écoles comme pôles structurants des pratiques spatiales parentales	316
II.2.2. Les trajets scolaires comme vecteurs d'appropriation de l'espace urbain	316
II.2.5. Les écoles comme pôles de sociabilités : des repères dans la ville	318
III. DE L'ENFANT AU CITADIN : QUEL EST LE ROLE DE L'ECOLE ?	320
III.1. L'ECOLE, UN LIEU CENTRAL ?	321
III.1.1. Un lieu au centre de la pratique spatiale et quotidienne et de la perception du qua	rtier321
III.1.2. Un lieu apprécié	322
III.1.3. Un lieu d'amitiés mélangées mais d'entre-soi relatif	324
III.2. UN ROLE A RELATIVISER	325
III.2.1. Les activités extrascolaires	326
III.2.2. Les parcs de jeux	328
III 2 3 Les commerces	320

III.2.4. Les bars	331
Conclusion	333
CHAPITRE 8 - QUELLE HOSPITALITE VIS-A-VIS DES POPULATIONS PRECAIRES E	T DES
MIGRANTS?	337
I. UN COSMOPOLITISME HOSPITALIER PAR-DELA LES FROTTEMENTS ET LES HEURTS	339
I.1. Une cohabitation menageant une ouverture aux autres en depit de tensions	340
I.2. La « cohabitation separee » comme garant de l'acceptation de l'autre	343
I.3. Une extension du discours de celebration de la diversite culturelle	345
I.4. CE QUE LE COSMOPOLITISME PARADOXAL DES MIGRANTS REVELE DE L'HOSPITALITE	347
II. L'ATTRAIT DE LA VILLE-CENTRE ET DE SES AMENITES POUR LES MIGRANTS ET LES PRECAIRES	349
II.1. L'ACCES AUX BIENS DE PREMIERE NECESSITE	351
II.2. L'ACCESSIBILITE EN SITUATION DE DEPENDANCE	354
III. MODALITES ET MISE EN SCENE DE L'ACCUEIL ET DU SOUTIEN	357
III.1. DISPOSITIFS ET ACTEURS DE L'HOSPITALITE DANS LE CENTRE-VILLE MARSEILLAIS	358
III.2. BELLEVILLE: PLURALITE DE LIEUX ET FOCALISATION SUR LES MIGRANTS	361
III.3. SAINT-DENIS, UNE VILLE IMPLIQUEE AUPRES DES PLUS PRECAIRES SANS REELS LIEUX INSTITUTION	ONNELS
DEDIES	364
III.4. IVRY-SUR-SEINE, DIVERSITE ET SOLIDARITE COMME ETENDARDS MUNICIPAUX	366
IV. DIVERSITE ET MUTATIONS DU MILITANTISME DE L'HOSPITALITE	371
IV.1. BELLEVILLE: PAR DELA SON RENOUVELLEMENT, UN TISSU MILITANT ATTENTIF A SON ENVIRONN	IEMENT
	372
IV.2. SAINT-DENIS : VERS UN AFFRANCHISSEMENT DE LA POROSITE HISTORIQUE ENTRE MILITANTS E	ET ELUS
LOCAUX.	376
IV.4. IVRY-PORT: RENOUVELLEMENT ET EMANCIPATION DU COMMUNISME MUNICIPAL	379
IV.4.1. Le renouvellement du communisme municipal et ses ambiguïtés	380
IV.4.2. Un nouveau militantisme de l'hospitalité ?	386
Conclusion	387
CONCLUSION GENERALE	389
GLOSSAIRE DES SIGLES	397
BIBLIOGRAPHIE	401
ANNEXE : LISTE DES ENTRETIENS REALISES	413
ENTRETIENS REALISES EN ILE-DE-FRANCE	413

ENTRETIENS REALISES A MARSEILLE	421
DECIME	449

Table des illustrations

Encadrés

ENCADRE 1 - L'ILOT ABADIE AU PANIER : DU MARCHAND DE SOMMEIL AUX LOGEMENTS S	OCIAUX, 15 ANS
D'INTERVENTION PUBLIQUE	115
ENCADRE 2 : LE BAS-BELLEVILLE, DES STRATES SUCCESSIVES DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS U	JN TISSU ANCIEN
	120
ENCADRE 3 : COMMERCES ET NOUVEAUX HABITANTS	175
ENCADRE 4 : LE MARCHE DES BIFFINS A BELLEVILLE	177
ENCADRE 5 : NOAILLES : LA RECENTE MONTEE EN GAMMES DES COMMERCES	179
ENCADRE 6 : LES VENDEURS A LA SAUVETTE DU QUARTIER GARE DE SAINT-DENIS	182
ENCADRE 7 : VITAL'QUARTIER A BELLEVILLE	188
ENCADRE 8 : UNE NOUVELLE RESIDENTE D'IVRY PORT ENGAGEE : MIXITE, SOLIDARITE	ET ADAPTATION
NORMATIVE	198
ENCADRE 9 : UNE COPROPRIETE DEGRADEE ORDINAIRE RUE DELAUNE	214
ENCADRE 10 : UNE MONOPROPRIETE DEGRADEE CIBLE DU PNRQAD (RUE VIOLLET-LE-DUC)	216
ENCADRE 11 : LOCATAIRES ET HABITANTS SANS TITRE : VULNERABILITES ET MISE A L'EPREUV	e par le projet
URBAIN	218
ENCADRE 12: L'HABITAT DEGRADE A BELLEVILLE: MAL LOGEMENT, ABUS ET PRECARITE	220
ENCADRE 14 : UN CENTRE-VILLE POUR TOUS	246
ENCADRE 15 - METHODOLOGIE DE L'ENQUETE REALISEE A MARSEILLE	256
ENCADRE 16: LE PLAN D'ACTION PARISIEN EN DIRECTION DES HOTELS MEUBLES	265
ENCADRE 17: LA POLITIQUE EN DIRECTION DES HOTELS MEUBLES A SAINT-DENIS	267
ENCADRE 18 : DECLIN DES HOTELS MEUBLES PARISIENS ET RECOMPOSITION DE L'HEBERGEME	NT SOCIAL 268
ENCADRE 19 : LE DECLIN DES HOTELS MEUBLES DU QUARTIER GARE DE SAINT-DENIS	276
ENCADRE 20 : DE LA CHAMBRE AU MOIS A LA CHAMBRE A LA JOURNEE. LA RECONVERSIO)N PROGRESSIVE
D'UN HOTEL MEUBLE BELLEVILLOIS	281
ENCADRE 21 : LA CLIENTELE DE L'HOTEL DU PORT A MARSEILLE	283
ENCADRE 22 : LES HOTELS MEUBLES « FAMILIAUX » A SAINT-DENIS	285
ENCADRE 23 : A., CLIENT DU TOURISME MEDICAL	286
ENCADRE 24 : MOBILISATION DES PARENTS D'ELEVES POUR LE LOGEMENT – LE CAS DE SAINT [DENIS 311
ENCADRE 25 : LES COLLECTIFS LOCAUX RESF A BELLEVILLE : L'ECOLE, LIEU D'UNE SOLIDARITE D	E PROXIMITE312
ENCADRE 26 : UNE FAMILLE GEORGIENNE DEBOUTEE DU DROIT D'ASILE SOUHAITANT MALGF	RE TOUT REFAIRE
SA VIE EN FRANCE	356
ENCADRE 27 : LA MISSION CITOYENNETE DE SAINT DENIS	365
ENCADRE 28 : MISE EN SCENE DE LA FETE SUR LE SITE INTERNET DE LA VILLE (EXTRAITS)	366
ENCADDE 20 - L'ATTIEVE : LE CENTRE SOCIAL ALITOCERE DIL CENTRE DE SAINT DENIS	277

Graphiques

GRAPHIQUE 1 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR CLASSE D'AGE, MARSEILLE, 1990	77
GRAPHIQUE 2 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR CLASSE D'AGE, MARSEILLE, 2012	77
GRAPHIQUE 3 : POPULATION DE PLUS DE 15 ANS NON SCOLARISEE SELON LE NIVEAU DE DIF	LOME A
MARSEILLE, 1990	86
GRAPHIQUE 4 : POPULATION DE PLUS DE 15 ANS NON SCOLARISEE SELON LE NIVEAU DE DIF	LOME A
MARSEILLE, 2012	86
GRAPHIQUE 5 : SUPERFICIES DES LOGEMENTS A MARSEILLE, 1999	106
GRAPHIQUE 6 : SUPERFICIES DES LOGEMENTS A MARSEILLE, 2012	106
GRAPHIQUE 7 : MENAGES SELON L'ANCIENNETE DE LEUR EMMENAGEMENT DANS LEUR LO	GEMENT,
MARSEILLE, 2012	118
GRAPHIQUE 8 : PROFILS SOCIAUX DES QUARTIERS DE BELSUNCE, NOAILLES, PANIER, EN 1990	128
GRAPHIQUE 9 : PROFILS SOCIAUX DES QUARTIERS DU CHAPITRE ET THIERS, EN 1990	128
GRAPHIQUE 10 : PROFILS SOCIAUX DES ARRONDISSEMENTS CENTRAUX DE MARSEILLE EN 2012	129
GRAPHIQUE 11: PROFILS SOCIAUX DES QUARTIERS DE BELSUNCE ET NOAILLES EN 2012	129
GRAPHIQUE 12 : PROFIL SOCIAL DU QUARTIER DU PANIER EN 2012	130
GRAPHIQUE 13 : PROFILS SOCIAUX DES QUARTIERS DE CHAPITRE ET THIERS EN 2012	130
GRAPHIQUE 14: EVOLUTION DU PROFIL SOCIAL DE LA VILLE DE MARSEILLE 1990-2012	131
GRAPHIQUE 15 EVOLUTION DU PROFIL SOCIAL DU QUARTIER DU PANIER 1990-2012	131
GRAPHIQUE 16 : EVOLUTION DU PROFIL SOCIAL DU QUARTIER DE BELSUNCE 1990-2012	132
GRAPHIQUE 17 : EVOLUTION DU PROFIL SOCIAL DU QUARTIER DE NOAILLES 1990-2012	132
GRAPHIQUE 18 : EVOLUTION DU PROFIL SOCIAL DU QUARTIER DU CHAPITRE 1990-2012	133
GRAPHIQUE 19 : EVOLUTION DU PROFIL SOCIAL DU QUARTIER DE THIERS 1990-2012	133
GRAPHIQUE 20 : COMMERCE COSMOPOLITE RUE LENINE, IVRY-SUR-SEINE	193
GRAPHIQUE 21 : CONDITIONS D'HABITABILITE DES 182 HOTELS MEUBLES ACCUEILLANT DES RE	ESIDENTS
PERMANENTS EN 1995 (%)	261
GRAPHIQUE 22 : LOCALISATION DES HOTELS MEUBLES MARSEILLAIS EN 2004 PAR ARRONDISSEMENT	262
GRAPHIQUE 23 : L'EVOLUTION DU NOMBRE D'HOTELS MEUBLES EN ACTIVITE DANS LE CENTRE-	VILLE DE
MARSEILLE	262
GRAPHIQUE 24 : LA DISPARITION PROGRESSIVE DES HOTELS MEUBLES	271
GRAPHIQUE 25 : LES DERNIERS CLIENTS ARRIVES A L'HOTEL DU PORT ET LA DUREE DE LEUR SEJOUR	284
GRAPHIQUE 26 : EVOLUTION DU NOMBRE DE NUITEES HOTELIERES ANNUELLES SERVICE PLU	S DROIT
COMMUN (2005 2012)	202

GRAPHIQUE 27 : EVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES HEBERGEES / AN PAR SERVICE PLUS DROIT
COMMUN (2005-2012)
GRAPHIQUE 28 : EVOLUTION DE LA COMPOSITION FAMILIALE DES BENEFICIAIRES DU DISPOSITIF SERVICE PLUS
DROIT COMMUN (2008-2012)
GRAPHIQUE 29 : SOMMES MENSUELLES VERSEES AU ETABLISSEMENTS HOTELIERS CONVENTIONNES AVEC
SERVICE PLUS A MARSEILLE (2010-2015)
Tableaux
TABLEAU 1 : QUELQUES INDICATEURS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES DIFFERENTS IRIS DU QUARTIER DU
PANIER EN 1990 ET 2012 (EN %)
TABLEAU 2 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS DU DOMAINE VENTRE
TABLEAU 3 : REVENUS MENSUELS DES FOYERS DU DOMAINE VENTRE EN 2017
TABLEAU 4 : PROFIL SOCIO-CULTUREL DES MERES D'ELEVES RENCONTRES LORS DE L'ENQUETE (2016) 310
TABLEAU 5 : PROFIL SOCIAL ET ORIGINES DES PARENTS D'ELEVES DE LA CLASSE
Photographies
PHOTOGRAPHIE 1 : LA COUR INTERIEURE, UN BATI DEGRADE DANS LES ANNEES 1990 141
PHOTOGRAPHIE 2 : APRES LES OPERATIONS DE RAVALEMENT DE FAÇADES
PHOTOGRAPHIE 3 : VENELLE INTERIEURE MENANT A LA RUE D'AUBAGNE
PHOTOGRAPHIE 4 : LOCAUX DU FUTUR CENTRE SOCIAL DE NOAILLES
PHOTOGRAPHIE 5 : IVRY PORT, QUELQUES COMMERCES DE L'ARTERE PRINCIPALE
PHOTOGRAPHIE 6 : COMMERCES DE SAINT-DENIS, QUARTIER GARE
PHOTOGRAPHIE 9: IVRY SUR SEINE, VUE GENERALE ET TRANSFORMATIONS
PHOTOGRAPHIE 10 : ANCIENS HOTELS MEUBLES NORMANDIE ET HASSAN, LES HOTELS BALLADINS ET ALEX
SONT AUJOURD'HUI DES ETABLISSEMENTS CLASSES EN CATEGORIE 3 ETOILES
PHOTOGRAPHIE 11 : LES HOTELS ACHILLE ET L'UNION DEVENUS LES RESIDENCES ADOMA THUBANEAU 35 ET
MARCHE DES CAPUCINS
PHOTOGRAPHIE 12: HOTEL SANS SIGNALISATION (A GAUCHE), HOTEL AVEC SIGNALISATION DISCRETE (AU
CENTRE), HOTEL AVEC SIGNALISATION CLAIRE (A DROITE)275
PHOTOGRAPHIE 13: LE ZIM-ZAM, UNE ASSOCIATION PROPOSANT DES ATELIERS DE CIRQUE
PHOTOGRAPHIE 14 : LE PARC DE JEU DE LA PLAINE
PHOTOGRAPHIE 15 : BATAILLE, UNE EPICERIE FINE A NOTRE-DAME-DU-MONT
PHOTOGRAPHIE 16 : IL CAFFE ET LE PETIT MONTMARTRE, DES BARS SUR LE COURS JULIEN ET NOTRE-DAME-
DU-MONT

PHOTOGRAPHIE 17: FETE D IVRY, « IVRY VILLE MONDE », JUIN 2017	369
PHOTOGRAPHIE 18 : FETE D'IVRY PORT	370

Cartes

CARTE 1 : LOCALISATION DES QUARTIERS ETUDIES DE L'HYPERCENTRE DE MARSEILLE	31
CARTE 2 : LOCALISATION DES QUARTIERS ET IRIS DE L'ETUDE A MARSEILLE	32
CARTE 3 : LOCALISATION DES QUARTIERS FRANCILIENS ETUDIES	33
CARTE 4 : LOCALISATION DES IRIS DE L'ETUDE A SAINT-DENIS	34
CARTE 5 : LOCALISATION DES IRIS DE L'ETUDE A IVRY-SUR-SEINE	34
CARTE 6 : LOCALISATION DES IRIS DE L'ETUDE A BELLEVILLE	35
CARTE 7 : LE NOUVEAU QUARTIER PRIORITAIRE « GRAND BELLEVILLE »	62
CARTE 8 : L'EVOLUTION DE LA POPULATION DU CENTRE-VILLE DE MARSEILLE, ENTRE 1990 ET 2012	72
CARTE 9: L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE MARSEILLE, ENTRE 1990 ET 2012	73
CARTES 10 : L'EVOLUTION DE LA POPULATION TOTALE A BELLEVILLE (HAUT) ET A SAINT-DENIS ET	· IVRY-SUR-
SEINE (BAS), ENTRE 1990 ET 2012	74
CARTE 11 : LA REPARTITION DE LA POPULATION IMMIGREE DANS LE CENTRE-VILLE DE MARSEILLE, E	N 2012 83
CARTE 12 : LA REPARTITION DE LA POPULATION IMMIGREE A L'ECHELLE DE LA VILLE DE MARSEILLE,	EN 2012.84
CARTE 14: L'EVOLUTION DES MENAGES REFERENCE CADRES ET INTELLECTUELS SUPERIEURS DANS	LE CENTRE-
VILLE DE MARSEILLE, ENTRE 1990 ET 2012	89
CARTE 15 : LA REPARTITION DES MENAGES REFERENCE CADRES ET INTELLECTUELS SUPERIEURS A L'I	CHELLE DE
LA VILLE DE MARSEILLE, EN 2012	90
CARTE 16 : L'EVOLUTION DES MENAGES REFERENCE CADRES ET INTELLECTUELS SUPERIEURS A L'ECH	IELLE DE LA
VILLE DE MARSEILLE, ENTRE 1990 ET 2012	91
CARTE 17 : LA REPARTITION DES MENAGES REFERENCE CADRES ET INTELLECTUELS SUPERIEURS A	BELLEVILLE
(HAUT) ET A SAINT-DENIS ET IVRY-SUR-SEINE (BAS), 2012	92
CARTE 18 : L'EVOLUTION DES MENAGES REFERENCE CADRES ET INTELLECTUELS SUPERIEURS A	BELLEVILLE
(HAUT) ET A SAINT-DENIS ET IVRY-SUR-SEINE (BAS), ENTRE 1990 ET 2012	93
CARTE 19 : L'EVOLUTION DE LA POPULATION AU CHOMAGE DANS LE CENTRE-VILLE DE MARSEILLE, E	NTRE 1990
ET 2012	97
CARTE 20 : LA REPARTITION DE LA POPULATION AU CHOMAGE A L'ECHELLE DE LA VILLE DE MAI	RSEILLE, EN
2012	98
CARTE 21 : L'EVOLUTION DE LA POPULATION AU CHOMAGE A L'ECHELLE DE LA VILLE DE MARSEI	LLE, ENTRE
1990 ET 2012	99
CARTE 22 : LA REPARTITION DE LA POPULATION AU CHOMAGE A BELLEVILLE (HAUT) ET A SAINT-DEN	NIS ET IVRY-
SUR-SEINE (BAS), EN 2012.	100

CARTE 23 : L'EVOLUTION DE LA POPULATION AU CHOMAGE À BELLEVILLE (HAUT) ET À SAINT-DEN	IIS ET IVRY-
SUR-SEINE (BAS), ENTRE 1990 ET 2012.	101
CARTE 24 : L'EVOLUTION DES RESIDENCES PRINCIPALES DE MOINS DE 40M2 DANS LE CENTR	E-VILLE DE
MARSEILLE, ENTRE 1999 ET 2012.	107
CARTE 25 : LA REPARTITION DES RESIDENCES PRINCIPALES DE MOINS DE 40M² A L'ECHELLE DE I	A VILLE DE
MARSEILLE, EN 2012.	108
CARTE 26 : L'EVOLUTION DES RESIDENCES PRINCIPALES DE MOINS DE 40M2 A L'ECHELLE DE L	A VILLE DE
MARSEILLE, ENTRE 1999 ET 2012.	109
CARTE 27 : LA REPARTITION DES RESIDENCES PRINCIPALES DE MOINS DE 40M² A BELLEVILLE (H	HAUT) ET A
SAINT-DENIS ET IVRY-SUR-SEINE (BAS), EN 2012	110
CARTE 28 : L'EVOLUTION DES RESIDENCES PRINCIPALES DE MOINS DE 40M² A BELLEVILLE ET A SAIN	IT-DENIS ET
IVRY-SUR-SEINE, ENTRE 1999 ET 2012	111
CARTE 29 : SITUATION DANS L'IRIS DOMAINE VENTRE ET LE QUARTIER DE NOAILLES	139
CARTE 30 : L'ILOT DOMAINE VENTRE	139
CARTE 31 : LE DOMAINE VENTRE ET SES VENELLES D'ACCES	140
CARTE 32 : ESPACES ET COPROPRIETES DU DOMAINE VENTRE	140
CARTE 33 : PARCOURS MIGRATOIRE DE SALWA, DE HOMS A MARSEILLE	158
CARTE 34 : PART DU PARC PRIVE POTENTIELLEMENT INDIGNE EN ILE-DE-FRANCE	207
CARTE 35 : LE PARC HOTELIER MEUBLE EN ACTIVITE ENTRE 2001 ET 2004	264
CARTE 36: LE PARC HOTELIER MEUBLE EN ACTIVITE EN 2017	265
CARTE 37 : LES HOTELS MEUBLES DEVENUS ETABLISSEMENTS DE TOURISME ENTRE 2001 ET 2017	272
CARTE 38 : LES HOTELS MEUBLES DEVENUS LOGEMENTS ENTRE 2001 ET 2017	273
CARTE 39 : L'ECOLE COMME VECTEUR D'APPROPRIATION DU QUARTIER, L'EXEMPLE DE MARIA	317
CARTE 40 : LES LIEUX D'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS A BELLEVILLE	361
CARTE 41 · ACTIVITES ASSOCIATIVES 2014-2015 LE SECTEUR 2 CORRESPOND A IVRY PORT	369

RÉSUMÉ

Cette recherche se donne pour objet de documenter les recompositions sociales dans la ville ordinaire touchée par des dynamiques de métropolisation. Longtemps préservés des pressions spéculatives, nombre de quartiers populaires sont aujourd'hui soumis à une augmentation continue des prix fonciers et immobiliers liés à leur attractivité croissante. Fortes de ce constat, les analyses actuelles des quartiers populaires privilégient souvent une entrée par la gentrification. Dans cette étude, nous avons choisi de mettre l'accent sur les conditions de maintien, malgré tout, des formes de la ville populaire et de l'accueil. Notre hypothèse de départ est en effet double : si elle suppose que les quartiers situés dans la proximité des cœurs métropolitains subissent tous de façon frontale ou subtile des transitions programmées accélérées par la valorisation immobilière et l'extension spatiale de la ville convoitée, elle suppose également l'existence de résistances de divers ordres aux transformations en cours, qui permettent à ces quartiers de conserver une fonction hospitalière. La ville ordinaire évoquée au sein de cette recherche est donc constituée de fragments de la ville internationale qui résistent, par défaut ou par le biais de luttes urbaines, à devenir des quartiers tout ou en partie gentrifiés.

Pour travailler cette double hypothèse, nous avons choisi d'enquêter sur deux terrains complémentaires : Marseille-centre, Paris et sa proche périphérie (quartiers du bas-Belleville, d'Ivry Port et quartier gare de Saint-Denis). Les quartiers populaires se présentent de façon inversée dans les deux métropoles considérées : la capitale a rejeté depuis trente ans l'essentiel des classes populaires en dehors de ses murs, la première couronne faisant office de front de reconquête urbaine pour loger les « Parisiens » ou les classes moyennes et moyennes supérieures en lieu et place d'une classe ouvrière devenue résiduelle, qui a essaimé dans le logement social et en plus lointaine périphérie. Que se passe-t-il alors dans les quartiers de la petite couronne qui accueillent de longue date des ménages exclus de la centralité parisienne? Marseille en revanche est souvent présentée comme une « anomalie urbaine », avec un centre-ville paupérisé et des fractions riches ou moyennes localisées à l'extérieur. Mais dans l'hypercentre, les opérations de renouvellement urbain semblent, depuis près de trente ans, échouer à modifier substantiellement le peuplement, comme les dynamiques urbaines qui y prennent corps. Comment la ville ordinaire parvient-elle alors à se maintenir, et avec quelles perspectives d'avenir?

Pour y répondre, l'équipe, composée d'une quinzaine de chercheur.se.s et jeunes chercheur.se.s, a été constituée sur une base pluridisciplinaire. Elle associe des socio-anthropologues de l'urbain, des géographes de la ville et des migrations ainsi que des architectes-urbanistes. Les méthodes d'investigation ont été largement communes aux différents terrains, et déclinées sur certains segments en fonction des spécificités propres à chacun. L'enquête a combiné des modes d'enquêtes quantitatifs et qualitatifs. L'analyse statistique des quartiers, conduite à partir des données des recensements de la population de l'INSEE (1990-1999-2006-2012), a permis de documenter les évolutions relatives aux structures de la population et des ménages, ainsi qu'au logement, aux échelles fines des IRIS. La cartographie de ces indicateurs localisés à l'aide d'un Système d'Information Géographique (SIG) donne à voir une géographie mouvante et précise des quartiers concernés. Le devenir de la ville ordinaire est également appréhendé du point de vue de ses acteurs. Une série d'entretiens a ainsi été conduite

avec des habitants anciens et nouveaux, des responsables associatifs, des décideurs, des techniciens (N=350). Nous avons plus particulièrement travaillé au sein de copropriétés, dans des hôtels meublés et des segments d'un parc d'habitat dégradé, ainsi que dans des écoles, où se jouent des rapports à l'autre pour les enfants et leurs parents, et en interrogeant plus largement les formes d'hospitalité à l'œuvre dans ces villes ordinaires.

Un premier résultat de cette recherche souligne que l'intervention publique est au cœur des dynamiques socio-urbaines observées sur l'ensemble des terrains parisiens comme marseillais : la ville ordinaire ne s'élabore pas en dehors de l'intervention publique, mais toujours en lien avec elle, dans son prolongement, dans ses interstices, parfois en confrontation directe avec elle. Entre nos deux agglomérations, les modalités d'intervention diffèrent cependant : celles-ci vont de la politique volontariste du projet urbain s'inscrivant dans des dispositifs d'aménagement règlementés destinés à rénover, requalifier, revitaliser ou réhabiliter le tissu urbain jusqu'au laisser faire dont on fait l'hypothèse qu'il constitue un choix politique et un mode d'intervention parmi d'autres, en passant par des opérations de revitalisation ou de diversification des activités ou des commerces. Mais il faut également noter que tout change, ou peut changer, quand le capital arrive, comme l'illustre le cas d'Euromediterranée à Marseille. Le mouvement très rapide qui s'amorce alors, directement en prise avec les dynamiques métropolitaines renforcées dans le cas de la métropole du Grand Paris, pose très clairement la question de la gestion de ces transitions. Après 30 ans de latence, les opportunités foncières ont pris le pas sur le souhait des municipalités franciliennes de notre étude de garder la main sur le processus d'urbanisation, et l'on peut s'interroger à l'issue de ce travail sur les marges de manœuvre que seront susceptibles de conserver ou pas - dans les années à venir les municipalités de la petite couronne parisienne soucieuses de ne pas abdiquer complètement leur dimension populaire.

Une deuxième résultat de cette étude consiste en une confirmation à la fois qualitative et statistique du caractère discontinu de la gentrification : certains quartiers populaires maintiennent cette dimension, voire se paupérisent, parfois au cœur même de quartiers mieux dotés. En Ile-de-France, la croissance spectaculaire de la proportion de cadres ne parvient pas à gentrifier les sous-quartiers investigués, qui restent indubitablement marqués par la précarité au sein d'entités plus largement populaires. A Marseille, si on observe dans les quartiers de l'hypercentre un embourgeoisement réel et une présence croissante de jeunes au capital culturel élevé, les chiffres relatifs aux évolutions du logement et du peuplement indiquent aussi le maintien de poches de très forte précarité. Un phénomène de micro-fragmentation apparaît ainsi, incitant à ce que gentrification, moyennisation et paupérisation soient étudiées conjointement dans leurs frottements et tensions.

Un troisième résultat réside dans le constat de ce que les quartiers marseillais et franciliens investigués se caractérisent par un accueil maintenu de populations fragiles, en particulier immigrées. Nos enquêtes montrent que la capacité de ces quartiers à favoriser l'insertion est différenciée et compense difficilement une situation de marginalisation sur le marché de l'emploi et du logement. Mais elles montrent aussi que les quartiers populaires cosmopolites, dès lors qu'ils présentent certaines aménités, qu'ils sont dotés de lieux ressources suffisamment nombreux et diversifiés et d'un tissu de soutien dense, s'avèrent relativement hospitaliers pour les personnes en situation de précarité. Les témoignages recueillis à Belleville comme à Marseille, Saint-Denis et Ivrysur-Seine, mettent à jour les évitements et les conflits que génèrent les coprésences induites par cette gentrification fragmentée, mais aussi des formes plurielles de solidarité et d'hospitalité, précisément permises par ces côtoiements et cette mixité.